

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN DECEMRE 2019**

Mars 2020

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et des Finances

M. Jean Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT Epouse NGUEMA

Contact :

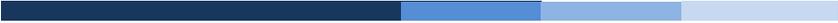
Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2019.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2019.....	10
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	10
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	11
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2019.....	13
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	13
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin décembre 2019	13
II.2. LE PETROLE	15
II.3. LE MANGANESE	15
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	16
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE.....	16
II.5.1. L'agriculture minière et vivrière.....	16
II.5.2. Le caoutchouc naturel.....	17
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES.....	18
II.6.1. Le sucre.....	18
II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées	19
II.6.3. L'eau minérale	19
II.6.4. Les huiles et corps gras	20
II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS	20
II.7.1. Les unités de sciage	21
II.7.2. Les unités de déroulage.....	21
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.....	22
II.8.1. La chimie	22
II.8.2. Les matériaux de construction.....	23
II.8.3. La seconde transformation des métaux.....	23
II.8.4. La fonderie.....	24
II.8.5. La fabrication de batteries	24
II.8.6. L'industrie minière.....	25
II.9. LE RAFFINAGE.....	25
I.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	26
II.10.1 L'électricité.....	26
II.10.2. L'eau	27
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	27
II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT.....	28
II.12.1. Le transport aérien	28
II.12.2. Le transport ferroviaire	28
II.12.3. Le transport terrestre	29
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	29
II.14 LE COMMERCE.....	30
II.14.1. Le commerce général structuré	30
II.14.3. Le commerce des produits pétroliers	31

II.14.4. <i>Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	31
II.15. LES AUTRES SERVICES	31
II.15.1. <i>Les services rendus aux entreprises</i>	31
II.15.2. <i>Les services rendus aux particuliers</i>	32
II.15.3. <i>Les services immobiliers</i>	32
II.15.4. <i>Les services de réparation mécanique</i>	32
II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	32
II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	33
II.17.1 <i>Les opérations bancaires</i>	34
II.17.1.1 <i>Les ressources collectées</i>	34
II.18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	36
II.18.1 <i>La configuration du secteur</i>	36
II.18.2. <i>La clientèle des EMF</i>	36
II.18.3. <i>Capitaux propres et intermédiation financière</i>	37
II.18.4. <i>Les activités d'intermédiation financière</i>	37
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	38
II.19.1. <i>La Branche Non Vie</i>	38
II.19.2. <i>La Branche Vie et Capitalisation</i>	39
II.19.2.1. <i>Les Commissions versées aux courtiers</i>	39
II.19.2.2. <i>Les sinistres réglés</i>	39
II.19.2.3. <i>La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE)</i>	39
II.20 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	40
II.20.2.1 <i>Investissements et créances impayées</i>	41
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU	
QUATRIEME TRIMESTRE 2019	42
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	42
III.2 L'EMPLOI PUBLIC	44
III.2.2 <i>Emploi de la Main d'œuvre Non Permanente</i>	45
III.3 LES SALAIRES	45
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	46
III.4.1. <i>L'évolution des exportations en valeur</i>	46
III.4.2. <i>L'évolution des importations en valeur</i>	47
III.5 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	48
III.5.1 <i>Les principaux clients</i>	48
III.5.2 <i>Les principaux fournisseurs</i>	50
III.6 LA DETTE PUBLIQUE	51
III.6.1 <i>Le règlement de la dette</i>	51
III.6.2. <i>L'évolution des tirages sur financement</i>	52
III.6.3 <i>Le stock de la dette publique</i>	52
III.7 LES FINANCES PUBLIQUES	53
III.7.1. <i>L'exécution des recettes</i>	54
III.7.1.1 <i>Les recettes pétrolières</i>	54
III.7.1.2. <i>Les recettes hors pétrole</i>	55
III.7.2. <i>Les dépenses budgétaires</i>	56

<i>III.7.2.1 Les dépenses de fonctionnement</i>	56
<i>III.7.3. La charge de la dette</i>	56
<i>III.7.4 Les dépenses d'investissement</i>	57
<i>III.7.5. Les autres dépenses</i>	57
III.8 LA SITUATION MONETAIRE	58
<i>III.8.1 les principaux agrégats monétaires</i>	58
<i>III.8.1.1 La masse monétaire (M2)</i>	58
<i>III.8.1.2 Les ressources extra-monétaires</i>	58
<i>III.8.2. Les contreparties de la masse monétaire</i>	58
<i>III.8.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	59
<i>III.8.2.2- Le crédit intérieur</i>	59
<i>Les créances sur l'économie</i>	59
<i>Les créances nettes sur l'Etat</i>	60
<i>III.8.3 La politique monétaire</i>	60
<i>IV.8.3.1 La politique des taux d'intérêt</i>	60
CONCLUSION	61
ANNEXES	62

RESUME EXECUTIF

Le contexte économique mondial a été marqué par les tensions commerciales entre les principales puissances économiques, notamment la Chine et les Etats-Unis, les tensions géopolitiques au Proche et Moyen-Orient. Les nombreux rebondissements dans les discussions en vue d'un accord sur le Brexit en Europe ont constitué une autre source d'incertitude non négligeable sur l'évolution de l'activité économique en 2019. Ces différents facteurs ont freiné le commerce international dont le volume a évolué moins rapidement que l'année précédente. Dans cet environnement dominé par les vents contraires, la production globale a toutefois été soutenue par des conditions financières favorables, portant ainsi la croissance du Produit Intérieur Brut mondial à 2,9% en 2019, en décélération par rapport au niveau de l'année précédente (+3,6).

Globalement, le ralentissement a été observé au sein du groupe des pays avancés, à l'exception du Japon, dont la croissance ne s'est pas éloignée de son potentiel affiché depuis plusieurs années. La persistance des conflits commerciaux, les difficultés industrielles en Europe et aux Etats-Unis, combinées à un recul de la demande globale, expliquent la baisse de la croissance des pays industrialisés à 1,7% contre 2,2% en 2018.

Dans la zone euro, la croissance économique est demeurée en dessous de son potentiel en 2019. Le taux de croissance du Pib s'est situé à 1,2% (contre 1,9% en 2018), suite au ralentissement de ses principales locomotives. Le taux de chômage de la zone s'est élevé à 7,4% à fin décembre et l'inflation s'est fixée à 1,3%. Au sein de cet ensemble, la France a enregistré une croissance estimée à 1,3% en 2019 contre 1,7% l'année précédente. Ce résultat, qui se situe au-dessus de la moyenne de la zone euro en dépit du ralentissement, met en exergue une plus forte résistance de l'économie de l'hexagone dans un contexte européen et mondial peu favorable.

Parallèlement, le bloc des pays émergents et en développement, dans sa globalité, a subi le contrecoup de la baisse de régime de l'économie chinoise qui s'est soldée par une croissance en dessous des 6%, pour la première fois depuis 1990. Ce, dans un contexte de tensions commerciales, de fléchissement de la demande intérieure en Inde, ainsi que d'autres facteurs non moins importants internes à chaque zone ou inhérents à chaque économie. La production de ce groupe de pays s'est soldée par une croissance moins rapide de 3,7% contre 4,5% en 2018.

En Afrique subsaharienne, l'expansion s'est établie à 3,3% contre 3,2% en 2018. Cependant, la reprise attendue a été plus lente que prévue à cause d'une conjoncture extérieure difficile. La croissance est demeurée vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles, avoisinant en moyenne 6%. Par contre, elle a été lente dans les pays riches en ressources naturelles (+2,5%).

La croissance économique de la CEMAC a été de 2,0% en 2019 contre 1,7% en 2018, sous l'effet d'une légère progression des activités du secteur pétrolier, conjuguée à un maintien du rythme de progression des activités dans le secteur non pétrolier. Toutefois, le secteur pétrolier est demeuré le moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec un apport de +1,6 point contre +0,4 point pour le hors pétrole.

Evoluant dans un contexte de décélération économique mondiale, l'économie nationale a enregistré des performances globalement satisfaisantes au niveau des grands secteurs, portant ainsi la croissance annuelle à 3,9% en 2019 contre 0,8% en 2018.

Au niveau du secteur primaire, le Pétrole, les mines, l'exploitation forestière, et la production d'huile de palme brute se sont soldés par des résultats positifs. A contrario, la production de caoutchouc et l'agriculture maraichère ont clôturé en berne.

En effet, après plusieurs années de baisse, la production nationale de pétrole brut a progressé de 13% à 10,901 millions de tonnes, suite à la mise en exploitation du champ Simba par Perenco et la poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures.

L'exploitation du manganèse a profité d'un environnement international très favorable pour enregistrer des performances industrielles exceptionnelles se traduisant par une progression de 24,1% de la production totale à 6,67 millions de tonnes. Ce niveau de production a été rendu possible grâce aux améliorations opérationnelles sur les sites miniers, suite à l'utilisation d'un nouveau procédé de traitement à sec du minerai, et au renforcement des capacités de production du gisement de Biniomi. Toutefois, les résultats commerciaux ont été plombés par la très forte baisse des prix du minerai. Dans le même temps, malgré la crise du Kevazingo, la production de grumes a augmenté de 5,7% à 2,1 millions de mètres cubes (m³), en liaison avec la tonicité de la demande et l'exploitation de nouvelles surfaces forestières.

Concernant le secondaire, les performances sectorielles sont appréciables notamment dans les secteurs des BTP, l'Energie, les Autres industries de transformation et les industries du bois, malgré les résultats mitigés enregistrés dans la branche des Autres industries de transformation. Le Raffinage a réalisé de nouvelles contreperformances, en lien avec l'obsolescence de l'outil de production.

Les branches du secteur tertiaire dans leur ensemble, ont été bien orientées au cours de l'année, notamment le commerce, les Télécommunications et les services. Néanmoins, des contre-performances ont été observées dans les services immobiliers le commerce de produits pharmaceutiques le commerce général structuré et le transport aérien et terrestre.

Les performances du secteur bancaire restent globalement positives. En effet, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 2,4% à 2 492,1 milliards de FCFA. Les dépôts de la clientèle se sont consolidés de 1,6% à 2 105,6 milliards de FCFA). En revanche, les crédits bruts sont en recul de 4,3% par rapport à leur niveau de fin décembre 2018. Concomitamment, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré de 134,4% à 140% en décembre 2019. Les créances en souffrance ont baissé de 45% pour s'établir à 159,5 milliards de FCFA.

Après un ralentissement sur trois exercices consécutifs, le secteur des assurances a renoué avec de bonnes performances, se traduisant par une progression de 7,1% à 99,77 milliards de FCFA en 2019 contre 93,16 milliards en 2018. Ce dynamisme a été soutenu par la branche Non Vie, moteur de cette activité.

Au niveau macroéconomique, l'année 2019 a été marquée par une atténuation des pressions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressorti à 2,0% contre 4,8% en 2018, soit une baisse de 2,8 points. En décembre 2019, les prix à la consommation ont augmenté de 1,0% en glissement annuel. L'évolution du taux d'inflation résulte du faible accroissement des prix de certains postes par rapport à l'année précédente : Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,9% contre +3,7%), Logement, et électricité (+2,6% contre +4,3%), Transports (+2,2% contre +7,9%), Enseignement (+17,6% contre +28,3%) et Communications (+3,5% contre 15,8%).

En matière de commerce extérieur, le solde commercial a fléchi de 9,6% à 1 679,6 milliards de FCFA, en lien avec une progression des exportations (+0,6%) plus faible que celle des importations (+15,7%).

En ce qui concerne le partenariat économique, le commerce entre le Gabon et ses partenaires extérieurs a enregistré une hausse de 4,9% à fin décembre 2019, résultant principalement de la hausse des échanges avec la Chine et la France. Ainsi, la Chine, demeure le premier partenaire du Gabon, avec un volume d'échanges estimé à 2137,5 milliards de FCFA en 2019. Elle est suivie de la France (410,5 milliards FCFA), la Belgique (229,5 milliards de FCA) et de Singapour (144,1milliards de FCFA).

L'exécution de la dette publique indique une hausse globale de toutes les composantes (règlements, tirages sur financement et encours) par rapport à 2018.

En matière de finances publiques, l'exécution du budget indique un excédent sur l'ensemble des soldes budgétaires (primaire, base ordonnancements et base caisse). Le solde primaire, pour la troisième année consécutive a été excédentaire à 340,5 milliards de FCFA en 2019, en lien avec l'accroissement des recettes budgétaires (+20,1%) malgré l'augmentation des dépenses primaires (+7,1%). Le solde base caisse a aussi renoué avec l'excédent (+82,8 milliards de FCFA), après cinq années de déficit, avec les efforts de réductions des arriérés.

L'économie mondiale en 2019, quoiqu'en ralentissement, est demeurée sur une trajectoire de croissance positive, en dépit de nombreux facteurs de risques. La croissance mondiale s'est opérée dans un contexte de tensions commerciales entre les principales puissances économiques mondiales (Etats-Unis, Chine, Union Européenne), mais également, dans un environnement marqué par des tensions géopolitiques.

De nombreuses incertitudes liées notamment à l'aboutissement du Brexit et à la signature d'un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine ont également impacté l'activité mondiale.

Ainsi, le rythme de croissance du volume des échanges mondiaux de marchandises s'est contracté au cours de la période (+1,1% contre +3,8% en 2018) et l'effort d'investissement dans les pays du G20 a ralenti (+1% contre +5% en 2018). Parallèlement, la production industrielle a semblé marquer le pas dans les pays avancés.

Des conditions financières favorables ont néanmoins été bénéfiques aux pays émergents et en développement, tandis que les prix des produits de base (hors pétrole) ont connu une expansion marginale.

En définitive, la croissance économique mondiale en 2019 s'est établie à 2,9% contre 3,6% en 2018.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, la croissance a baissé pour s'établir à 1,7% contre 2,2% un an plus tôt. Tous les pays ont régressé, à l'exception du Japon. Des difficultés industrielles en Europe et aux Etats-Unis, une demande globale en baisse et des conflits commerciaux ont contraint les résultats économiques des pays avancés.

Aux États-Unis, portée par une politique budgétaire expansionniste et des taux d'intérêt bas, l'économie est demeurée dynamique, en dépit du conflit commercial avec la Chine. En moyenne annuelle, l'expansion américaine a été de 2,3% contre 2,9% un an plus tôt. Parallèlement, le taux de chômage a continué de baisser pour se situer à 3,5% à fin décembre. De même, une inflation modérée a été enregistrée à 2% au cours de la même période.

Le taux de croissance du Japon est estimé à 1% en 2019. La bonne tenue de la consommation privée, soutenue en partie par les mesures compensatoires prises par les autorités pour accompagner le relèvement de la taxe à la consommation, la robustesse des dépenses en capital et la révision rétrospective des comptes nationaux, expliquent cette évolution, quoique modeste mais conforme à la trajectoire de croissance de cette économie depuis plusieurs années.

Dans la zone euro, la croissance économique est demeurée en dessous de son potentiel en 2019. Le taux de croissance du Pib s'est situé à 1,2% (contre 1,9% en 2018), suite au ralentissement de ses principales locomotives. Le taux de chômage de la zone s'est situé à 7,4% à fin décembre et l'inflation à 1,3%.

Ainsi, l'Allemagne (0,5% de croissance en 2019), première économie européenne, a été pénalisée par la crise dans le secteur automobile et la guerre commerciale. En France par contre, la croissance estimée à 1,3% en 2019, a été soutenue par la consommation et les exportations.

De même, la croissance espagnole a accéléré au quatrième trimestre. La quatrième économie de la zone a été tirée par la demande extérieure tandis que celle intérieure se contractait de 0,4%. En rythme annuel, l'expansion économique s'est traduite par 2% de croissance. Cette éclaircie n'a néanmoins eu aucune répercussion sur le niveau de l'emploi, le taux de chômage restant à un seuil élevé (13%). L'Italie, est au bord de la récession économique. La croissance annuelle a baissé à 0,2%.

En Grande-Bretagne, le PIB a stagné au quatrième trimestre 2019 à 0,5%. La consommation privée a été l'un des moteurs de la croissance estimée en rythme annuel à 1,4% en 2019.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

L'activité économique dans les pays émergents et en développement a ralenti en 2019. La croissance est ainsi passée de 4,5% en 2018 à 3,7% en 2019. De multiples raisons expliquent cette évolution, notamment, la baisse de régime de l'économie chinoise, dans un contexte de tensions commerciales, le fléchissement marqué de la demande intérieure en Inde et les difficultés internes et spécifiques à chaque pays.

En Chine, la croissance s'est essoufflée en 2019, à 6,1 % contre 6,7 % en 2018, dans un contexte de ralentissement des échanges internationaux, de conflit commercial avec les Etats-Unis, de stabilité des prix des matières premières, avec des conditions financières globalement favorables. De même, l'économie indienne a enregistré une expansion moins rapide avec +4,8% contre 6,8% en 2018.

En Amérique latine, les perspectives économiques sont restées fragiles en liaison avec la détérioration des projections des pays exportateurs de produits de base. Ainsi, le PIB n'a que faiblement progressé à 0,1% contre 1,1% en 2018. Des difficultés spécifiques au Mexique, en raison de la faiblesse persistante des investissements, et des troubles sociaux au Chili et au Venezuela ont pesé sur la croissance. Le Brésil et le Mexique, principales économies de la région, ont enregistré respectivement des taux de 1,1% et 0,0%.

Les résultats économiques de plusieurs pays de la zone Moyen-Orient et Asie centrale sont restés moroses, en raison d'une montée des tensions géopolitiques (Iran), des agitations sociales (en Irak et au Liban) et de troubles civils (Libye, Syrie et Yémen). Le PIB des pays du Moyen Orient et Asie centrale a reculé à 0,8% sur la période sous-revue contre 1,9% en 2018.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 3,3% contre 3,2% en 2018. Ainsi, la reprise attendue a été plus lente que prévue à cause d'une conjoncture extérieure difficile. La croissance est demeurée vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles, avoisinant en moyenne 6%. Par contre, l'expansion a été lente dans les pays riches en ressources naturelles (2,5%). L'Afrique du sud, deuxième économie de la zone, fait face à des contraintes structurelles. De plus, la détérioration des finances publiques freine la confiance des chefs d'entreprise et l'investissement privé. Ainsi, au Nigéria et en Afrique du sud, la croissance respective a été de 0,7% et 2,3% contre 0,8% et 1,9% en 2018.

La croissance économique de la CEMAC a été de 2,0 % en 2019 contre 1,7% en 2018, sous l'effet d'une légère progression des activités du secteur pétrolier, conjuguée à un maintien du rythme de progression des activités dans le secteur non pétrolier. La croissance du secteur pétrolier s'est accélérée pour s'établir à 2,0% en 2019 contre 1,2% en 2018, progressant au même rythme que le secteur non pétrolier (2,0 % en 2019, contre 1,9 % en 2018).

En termes de contributions, le secteur non pétrolier est demeuré le moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec un apport de +1,6 point (contre +1,5 point un an plus tôt), tandis que celle du secteur pétrolier s'est élevée à +0,4 point (contre 0,2 point en 2018), grâce notamment à l'accroissement de la production de gaz au Cameroun et de pétrole au Tchad.

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin décembre 2019

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Mines	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Agriculture maraichère et vivrière</i>	↘
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↘
<i>Unités de déroulage</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↗
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<i>Fonderie</i>	↘
<i>Fabrication de batteries pour véhicules</i>	↘
<i>Industrie minière</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
Bâtiment et Travaux publics	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Terrestre</i>	↘
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↗
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘

Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↗
Hôtellerie et restauration	↗

II.2. LE PETROLE

Le secteur pétrolier s'est caractérisé en 2019 par un raffermissement de l'activité après la baisse sur plusieurs années successives. Ainsi, la production nationale de pétrole brut a progressé de 13% à 10,901 millions de tonnes contre 9,647 millions de tonnes en 2018. La mise en exploitation du champ Simba, par Perenco, et la poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures sont à l'origine de cet accroissement.

Néanmoins, la production a enregistré un ralentissement sur la deuxième partie de l'année, notamment au quatrième trimestre avec 2,676 millions de tonnes, après avoir connu un pic au deuxième trimestre (2,812 millions de tonnes).

Dans un contexte de surproduction au niveau mondial, le prix moyen du Brent s'est situé à 64,17 dollars le baril, en baisse de 9,3% par rapport à 2018. De même, le prix moyen des bruts gabonais s'est déprécié de 8,08% à 63,81 dollars le baril.

Evolution de l'activité pétrolière

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production (en millions de tonnes)	2,642	2,812	2,771	2,676	9,647	10,901	13,0%
Prix du baril gabonais	62,25	68,75	61,03	63,21	69,42	63,81	-8,08%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3. LE MANGANESE

En 2019, le secteur Mines a évolué dans un environnement caractérisé par la croissance de la production mondiale d'acier au carbone de 3,6%, atteignant un niveau record de 1 867 millions de tonnes. Cette évolution a été soutenue par une forte demande en Chine (+8,3%) tirée, elle-même, par les marchés de la construction et des infrastructures. Dans le même temps, la production a reculé dans le reste du monde (-1,3%), notamment dans le marché européen (-5,1%), tandis que l'Inde a noté une hausse (+1,8%).

Dans ce contexte, l'industrie minière nationale a enregistré des performances exceptionnelles en 2019 avec des records de production pour deux opérateurs (Comilog et Nouvelle Gabon Mining). La production totale a progressé de 24,1% pour s'établir à 6,67 millions de tonnes. Cette embellie est liée aux améliorations opérationnelles sur les sites miniers, suite à l'utilisation d'un nouveau procédé de traitement à sec du minerai, et au renforcement des capacités de production du gisement de Biniomi, près de Franceville.

Cependant, le chiffre d'affaires consolidé du secteur mines a reculé de 5,3% à 739,2 milliards de FCFA, en raison de la baisse des prix du minerai de manganèse. En effet, les prix ont subi une baisse continue tout au long de l'année 2019, pour finir à 2,59 USD/dmtu en décembre, en raison de l'augmentation des stocks de minerai dans les ports chinois. Ainsi, le prix moyen a été de 5,06 USD/dmtu en 2019, en chute de 22,6% par rapport à 2018 (6,54 USD/dmtu).

La production de manganèse s'est accélérée sur le second semestre avec une performance moyenne supérieure à 1,800 million de tonnes au trimestre et au second trimestre. De même, les exportations et les ventes ont atteint un niveau record au quatrième trimestre avec un volume supérieur à 2,100 millions de tonnes.

Evolution de l'activité de manganèse

(En milliers de tonnes)	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	1 396,0	1 608,8	1 857,8	1 814,5	5 382,3	6 677,2	24,1%
Exportations	1 162,0	1 351,3	1 464,3	2 160,9	5 246,5	6 138,4	17,0%
Ventes	1 063,2	1 425,3	1 467,6	2 182,3	5 352,6	6 138,4	14,7%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	167,4	195,2	186,7	190,0	780,9	739,2	-5,3%
Effectifs	2 338	2 403	2 415	1 975	1 886	1 975	4,7%
Masse salariale (milliards de FCFA)	16,2	14,3	13,3	14,4	56,0	58,2	3,8%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

Au niveau des effectifs, les sociétés minières ont employé 1 975 agents permanents en 2019 contre 1 886 personnes, soit une augmentation de 4,7% afin de soutenir le surcroît d'activité. Corrélativement, la masse salariale a progressé de 3,8% à 58,2 milliards de FCFA.

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin décembre 2019, les performances de l'activité forestière ont été globalement appréciables. En effet, la production de grumes a augmenté de 5,7% à 2,1 millions de mètres cubes (m³) sur la période d'analyse. Cela s'explique par la fermeté de la demande locale et l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et ce, malgré l'arrêt temporaire de l'exploitation de certaines concessions forestières, en lien avec le scandale du Kevazingo. Au quatrième trimestre, les opérateurs ont réalisé le volume de production le plus faible de l'année, soit 409 145 m³ après un pic au troisième trimestre.

De même, les ventes aux industries locales ont augmenté de près de 5,7%, à 932 972 m³, en lien avec la montée en puissance des unités récemment installées (dans la zone de Nkok notamment). Le volume des ventes le plus élevé a été enregistré au cours du quatrième trimestre, soit 318 204 m³, traduisant une hausse de la demande en bois brut des industriels.

Evolution de l'activité forestière

(En m ³)	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	526 952	549 021	654 684	409 145	2 024 599	2 139 802	5,7%
Ventes aux industries locales	194 209	202 935	217 623	318 204	882 838	932 972	5,7%

Source : Enquête DGEPP

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. L'agriculture minière et vivrière

En 2019, l'activité agricole a présenté des résultats contrastés. En effet, la production maraichère a baissé de 10,2%, plombée par la maladie de « tuto absoluta » qui a détérioré une bonne partie de la production de tomates. Le volet vivrier, qui a vu l'implémentation de nouvelles techniques de production, a permis d'atténuer la baisse globale (-3,2%).

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 13% pour se situer à 957 millions de FCFA, porté par la bonne tenue des ventes des deux segments.

Evolution de l'activité agricole maraichère et vivrière

	Fin décembre		
	2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	1 412	1 367	-3,2%
Maraichère	913	820	-10,2%
Vivrière	499	547	9,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	847	957	13,0%
Maraicher	558	607	8,8%
Vivrier	289	350	21,1%
Masse salariale	16	15	-6,3%
Effectifs	136	113	-16,9%

Source : Enquête DGEPP

II.5.2. Le caoutchouc naturel

La filière du caoutchouc naturel a, à nouveau, enregistré des contreperformances à fin 2019. En effet, malgré l'entrée en exploitation des plantations d'hévéas du groupe Olam, la production consolidée de caoutchouc humide a baissé de près de 18,5% pour s'établir à 19 488 tonnes. En conséquence, la production de granulé a chuté de 28,9% à 9 396 tonnes. Néanmoins, une remontée des performances agricoles est observée sur la deuxième moitié de l'année avec une production qui dépasse 6000 tonnes aux troisième et quatrième trimestres, contre une moyenne inférieure à 3500 tonnes sur les deux premiers trimestres.

Parallèlement, les exportations se sont repliées de 19,2%, malgré la remontée enregistrée sur la deuxième moitié de l'année, induisant une réduction de 11,2% du chiffre d'affaires en glissement annuel à 8,4 milliards FCFA. Au niveau des emplois, la mise en exploitation des plantations d'Olam a permis de doubler les effectifs de la filière à 1 123 agents en 2019 contre 558 agents en 2018.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	3 601	3 557	6 200	6 131	23 921	19 488	-18,5%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	1 802	1 168	3 332	3 094	13 207	9 396	-28,9%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	3 162	1 043	3 028	2 823	12 448	10 057	-19,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 297	835	3 015	2 284	9 491	8 430	-11,2%
Effectifs	1 238	1 118	1 177	1 123	558	1 123	101,3%
Masse salariale	1 008	1 118	1 079	909	4 355	4 114	-5,5%

Source : Enquête DGEPP

II.5.3. L'huile de palme

La filière de l'huile de palme brute s'est caractérisée en 2019 par la consolidation des performances agro-industrielles enregistrées depuis plus de trois ans. Cette tendance est expliquée par l'augmentation continue des rendements des plantations d'Awala et de Mouila. Ainsi, le nombre de régimes de palmes récoltés a atteint 238 184 unités, soit une hausse de 47,8%. De même, la production d'huile brute a progressé de 48,5% sur la période sous-revue, suite à la montée en puissance des usines installées à Mouila et Awala.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production (tonnes)							
Régime de palme	58 176	62 846	55 909	61 252	161 134	238 184	47,8%
Huile brute	13 713	14 606	12 700	14 085	37 117	55 105	48,5%
Huile palmiste	838	781	526	567	4 304	2 517	-41,5%

Source : Enquête DGEPP

II.5.4. L'élevage

A fin décembre 2019, l'activité de l'élevage s'est relativement bien portée. En effet, malgré la baisse du cheptel bovin de 1,6% à 6 285 bêtes (mortalité et nombreuses bêtes mises à l'abattage et aux ventes sur pieds), la production des poules et les œufs a enregistré des progressions respectives de 10% et 3,2%.

Sur le plan commercial, le secteur qui reste embryonnaire a vu son chiffre d'affaires s'apprécier de 83,5% à 868 millions FCFA, corrélativement à l'explosion des ventes de viande bovine et du bon comportement des autres produits.

Evolution de l'élevage

	Fin décembre		
	2018	2019	Var 19/18
Bovin (cheptel)	6 387	6 285	-1,6%
Poules (cheptel)	6 009	6 612	10,0%
Œufs (unités)	3 030 709	3 126 613	3,2%
Vente de viande (en kg)	23 431	51 110	118,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	473	868	83,5%
<i>Bovin</i>	<i>120</i>	<i>502</i>	<i>318,3%</i>
<i>Poules</i>	<i>21</i>	<i>23</i>	<i>9,5%</i>
<i>Œufs</i>	<i>333</i>	<i>344</i>	<i>3,3%</i>
Effectif	24	20	-16,7%
Masse salariale	109	101	-7,3%

Source : Enquête DGEPP

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. Le sucre

A fin décembre 2019, l'activité sucrière a enregistré des performances exceptionnelles sur le plan agronomique. En effet, la production de granulé de 50 kg s'est appréciée de 31% pour s'établir à 26 400 tonnes, en raison des bonnes conditions climatiques.

Cependant, sur le plan industriel, la société a connu un léger ralentissement de la transformation de sucre (-0,3%). Celui-ci est imputable à l'arrêt de l'outil de production en cours d'année, afin de désengorger les magasins de stockage des produits. En vue de satisfaire le marché local, la société a eu recours aux importations de sucre en morceaux pour un volume de 6 708 tonnes.

Evolution de l'activité sucrière

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production (en tonne)	594	4 186	3 763	17 214	20 158	26 400	31,0%
Total sucre transformé (tonne)	4 226	5 026	4 969	5 759	20 545	20 476	-0,3%
Sucre (en morceaux)	2 098	2 410	2 550	3 331	11 074	11 119	0,4%
Autres (doses +granulés +sachets 1kg)	2 128	2 616	2 419	2 428	9 471	9 357	-1,2%
Ventes (en tonne)	7 664	7 664	7 732	8 357	32 125	31 551	-1,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 728	5 376	5 225	5 655	19 805	21 350	7,8%
Effectifs (nombre)	732	675	676	742	732	832	13,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 173	1 422	1 281	1 593	5 410	5 860	8,3%

Source : Enquête DGEPP

Sur le plan commercial, malgré la baisse de 1,8% des ventes en volume (31 551 tonnes en 2019) consécutivement aux difficultés logistiques rencontrées aux mois d'avril et d'octobre, le relèvement des prix du sucre de 65 FCFA en début d'année a induit une hausse du chiffre d'affaires de 7,8% pour un montant de 21,3 milliards de FCFA.

II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a consolidé ses performances, avec une production globale en augmentation de 3,1%, à plus de 2,8 millions d'hectolitres, tirée par le volume des boissons gazeuses (5%). Corrélativement, le chiffre d'affaires a progressé de 1,4% à 164,8 milliards FCFA sur une année.

Parallèlement, les effectifs ont été renforcés de 1,5% à 1 059 personnes, pour une masse salariale de près de 15,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Productions (en hectolitres)	707 631	701 974	730 957	681 366	2 736 242	2 821 928	3,1%
Bières	407 942	420 647	464 859	417 809	1 677 255	1 711 257	2,0%
Boissons gazeuses	278 362	258 962	241 257	243 569	973 200	1 022 150	5,0%
Divers	10 230	11 660	12 237	10 600	43 019	44 727	4,0%
Vins	11 097	10 705	12 604	9 388	42 767	43 794	2,4%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	42 638	41 545	42 752	41 434	162 503	164 804	1,4%
Effectifs	1 032	1 060	1 055	1 059	1 043	1 059	1,5%
Masse salariale	3 269	3 894	3 961	4 162	14 832	15 285	3,1%

Sources : Enquête DGEPP

II.6.3. L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à environ 1,1 million d'hectolitres, en amélioration de 1,1% par rapport à 2018. Cette performance a été réalisée grâce au dynamisme des gammes Akewa et Origen en liaison avec la forte demande locale. Ce, malgré la baisse de production de la marque Andza (-3,1%) pénalisée par les difficultés d'évacuation des produits vers les principaux centres de consommation. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est situé à 15,4 milliards FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production d'eau (en hectolitres)	282 302	289 178	272 126	238 873	1 070 315	1 082 479	1,1%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	4 201	4 064	3 776	3 430	15 305	15 447	0,9%
Effectifs	88	88	89	77	83	79	-5,0%
Masse salariale	282.7	294.0	298	278	1 045	1 133	8,0%

Sources : Enquête DGEPP

II.6.4. Les huiles et corps gras

Au regard de l'évolution des principaux indicateurs, la filière de fabrication des huiles et corps gras a enregistré globalement de bonnes performances en 2019. En effet, la production de l'huile raffinée s'est améliorée de 9,6% pour se situer à 13 221 tonnes, malgré la régression de la production de savon et celle de stéarine (-18,5% et -15,6% respectivement).

Sur le plan commercial, en dépit du repli des ventes locales de 1,8% des produits élaborés et en particulier du savon (-11,9%), le chiffre d'affaires s'est apprécié de 19,4% à 18,5 milliards de FCFA, suite au dynamisme des exportations de l'huile de palme.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production (tonnes)							
Oléine (huile raffinée)	3 724	3 514	2 820	3 163	12 065	13 221	9,6%
Savons	1 438	921	889	1 396	5 696	4 644	-18,5%
Stéarine	1 071	1 300	1 055	1 345	5 653	4 771	-15,6%
Ventes locales (en tonnes)	4 499	3 874	4 010	5 124	18 189	17 507	-1,8%
Exportations	6 369	4 371	16 131	11 945	15 993	38 817	142,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	6 331	1 636	3 436	4 647	15 459	18 465	19,4%

Source : Enquête DGEPP

II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme de l'année 2019, les industries de transformation du bois ont poursuivi la consolidation de leurs performances. Ainsi, la production des bois débités a augmenté 3,3% à 1,1 million de m³, en lien avec les résultats des unités industrielles installées dans la zone économique de Nkok. Néanmoins, ces performances ont été amoindries par la crise du Kevazingo qui a entraîné des baisses de régime dans les industries avec des difficultés d'approvisionnement en grumes et de commercialisation sur plusieurs mois.

Sur le plan commercial, les exportations ont progressé de 9,1% pour atteindre 941 359 m³ en 2019, en raison de la fermeté de la demande asiatique. A contrario, suite à la faiblesse de la demande domestique, les ventes locales se sont repliées de 15,3% à 92 838 m³.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	301 861	317 466	325 831	189 335	1 098 694	1 134 493	3,3%
Ventes locales	23 268	17 438	25 057	27 075	109 600	92 838	-15,3%
Exportations	247 145	227 780	234 195	232 240	862 762	941 359	9,1%

Source : Enquête DGEPP

II.7.1. Les unités de sciage

En 2019, on note une dégradation des performances industrielle et commerciale de l'activité de sciage. En effet, la production a reculé de 3,1%, en raison des dysfonctionnements consécutifs au scandale du Kevazingo et de la fermeture temporaire de certaines usines, suite aux difficultés d'approvisionnement en grumes.

Sur le plan commercial, la contraction de la demande nationale et du marché asiatique du bois scié a entraîné la diminution des ventes locales et des exportations de 7,9% et de 5,1% respectivement.

Evolution de l'activité de sciage

(En m ³)	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	165 905	161 352	188 627	141 359	678 226	657 242	-3,1%
Ventes locales	16 332	14 294	16 155	19 427	71 923	66 208	-7,9%
Exportations	133 628	116 898	128 788	135 900	542 941	515 215	-5,1%

Sources : Enquête DGEPP

II.7.2. Les unités de déroulage

- **Le placage**

Les performances industrielle et commerciale des unités de placage se sont globalement consolidées. Ainsi, la production s'est appréciée de 13,4% comparativement à 2018. Cela s'explique par un bon approvisionnement des unités de production, notamment celles installées au sein de la zone économique de Nkok. De même, les exportations ont fortement évolué de 36% à 393 660 m³, en lien avec la fermeté de la demande pour les panneaux de construction, des caisses en bois, des meubles, des parquets contrecollés et des granulés de bois.

Par contre, les ventes locales ont chuté de 36,6% pour se situer à 19 380 m³, consécutivement à une contraction de la demande locale du bois de placage.

Evolution de l'activité de placage

(En m ³)	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	126 255	145 450	128 206	34 693	383 241	434 604	13,4%
Ventes locales	5 215	1 323	6 982	5 860	30 564	19 380	-36,6%
Exportations	106 148	102 260	98 422	86 830	289 415	393 660	36,0%

Sources : Enquête DGEPP

- **Le contreplaqué**

La branche de fabrication de contreplaqué a renforcé ses performances en 2019. En effet, tous les indicateurs de suivi d'activité sont au vert. Ainsi, la production, les ventes locales et les exportations ont respectivement augmenté de près de 15%, 2% et 7%.

Cette embellie s'explique par le rythme d'approvisionnement des principales unités de transformation et la demande des panneaux de construction pour les chantiers navals et l'habillage de maisons.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(En m ³)	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	9 702	10 664	8 998	12 899	37 228	42 647	14,6%
Ventes locales	1 721	1 821	1 920	1 787	7 113	7 250	1,9%
Exportations	7 369	8 621	6 984	9 510	30 405	32 484	6,8%

Sources : Enquête DGEPP

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- **Les peintures**

La branche des peintures a enregistré une légère amélioration de son activité en 2019. La production est ainsi passée à 3 351 tonnes contre 3 321 tonnes en 2018, soit une hausse de 0,9%, malgré le repli observé durant le quatrième trimestre en raison des travaux de maintenance de l'outil de production. De même, le chiffre d'affaires a progressé de 14,2% pour se situer à 8,9 milliards FCFA, du fait de la bonne tenue des commandes des secteurs pétroliers et BTP. La masse salariale et les effectifs ont suivi la même tendance avec des hausses respectives de 20,8% et 6,2%.

Evolution de l'activité des peintures

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	846	895	1 010	601	3 321	3 352	0,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 939	2 163	2 418	2 378	7 788	8 897	14,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	244	247	245	288	847	1 024	20,8%
Effectifs	86	86	86	86	81	86	6,2%

Sources : Enquête DGEPP

- **Les gaz industriels**

La production consolidée des gaz industriels a connu une hausse de 16,7% pour se situer à 557 269 m³, suite à un accroissement des commandes du secteur minier en oxygène et en azote liquide, ainsi qu'à la relance du secteur des BTP. Cette augmentation de la demande des opérateurs miniers a d'ailleurs induit l'installation d'une unité de production de gaz à Moanda.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a augmenté de 8,5% pour se situer à 2,7 milliards FCFA, en raison de la bonne tenue des carnets de commandes de l'oxygène et de l'azote liquide par les industriels.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Productions (en m³)	85 026	104 248	228 717	139 242	477 600	557 269	16,7%
Oxygène	57 820	85 138	137 197	64 075	256 544	344 230	34,2%
Azote gazeux	1 419	1 094	4 755	2 711	26 039	10 015	-61,5%
Azote liquide	16 544	9 194	76 130	68 118	154 059	169 986	10,3%
Acétylène	9 243	8 822	10 635	4 338	40 958	33 038	-19,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	619,5	619,5	672,3	753	2 513	2 727	8,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	124,0	122,7	124,6	136,0	580,4	508	-12,5%
Effectifs (nombre d'agents)	41	41	41	41	42	41	-2,4%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.2. Les matériaux de construction

La branche de fabrication de ciment a enregistré un raffermissement de son activité. En effet, la production du ciment a augmenté de 10,6% pour se situer à 538 729 tonnes. Cette situation trouve son origine dans une meilleure exploitation des équipements de production, mais aussi la reprise des activités de l'usine de CimGabon. Cette hausse de la production s'est accompagnée d'une augmentation de 14,6% des importations de clinker soit 436 011 tonnes, pour un coût global de 14,7 milliards de FCFA, contre 11,3 milliards en 2018.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont progressé de 8,5% pour s'établir à 529 814 tonnes, en raison de la vigueur de la demande locale. Cela a induit une augmentation de 9,7% du chiffre d'affaires à 39,6 milliards de FCFA.

Par ailleurs, pour des besoins spécifiques de certains secteurs d'activités, des importations de certains types de ciment non fabriqués localement ont eu lieu sur le marché, pour une valeur de 3,83 milliards de Fcfa, correspondant à 49 434 tonnes contre 9210 tonnes en 2018. Il s'agit notamment de Ciments hydrauliques, de Ciments portlands et de Ciment mortier et béton.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Importation Clinker (en tonnes)	84 603	117 504	119 739	114 165	380 426	436 011	14,6%
Productions de ciments (en tonnes)	117 039	134 375	169 688	117 627	487 011	538 729	10,6%
Ventes de ciment (en tonnes)	112 712	126 917	173 975	116 210	488 324	529 814	8,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 385	9 301	12 599	9 394	36 181	39 680	9,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	495,1	355,7	407	428,9	1 602	1 687	5,3%
Effectifs	114	113	114	115	120	115	-4,2%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.3. La seconde transformation des métaux

La production globale d'aluminium a enregistré une hausse de 16,5% pour se situer à 1 616,5 tonnes contre 1387,7 en 2018, du fait de l'augmentation des capacités de production et des bons résultats de la fabrication des tôles épaisses. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est stabilisé à 4,7 milliards FCFA.

Au niveau de l'emploi, on note une baisse conjuguée des effectifs (-12,5%) et de la masse salariale (-29,7%) à fin décembre 2019.

La seconde transformation des métaux

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Production de tôles (en tonnes)	392	351,6	401	472	1 387,4	1 616,5	16,5%
Tôles minces	127,0	59,5	83,0	151,0	432,2	420,5	-2,7%
Tôles épaisses	265,0	292,0	318,0	321,0	955,2	1 196,0	25,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	965,0	1 221,6	1 231,0	1 304,0	4 715	4 721,3	0,1%
Masse salariale	79,0	92,2	86,0	116,0	531,0	373,5	-29,7%
Effectifs (en nombre d'agents)		31	28	28	32	28	-12,5%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.4. La fonderie

La morosité de l'activité de la branche de la fonderie s'est poursuivie en 2019. En effet, la production consolidée a régressé de 45%, à 809 tonnes. Cette chute s'explique par des problèmes techniques rencontrés par les opérateurs (problème du four à plomb) et du manque des consommations intermédiaires (ferraille).

Corrélativement, le chiffre d'affaires a plongé de 48,2%, pour se situer à 645,6 millions de FCFA en décembre 2019. Parallèlement, la masse salariale et les effectifs ont baissé respectivement de 13,1% et de 23,5%.

Evolution de l'activité de fonderie

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Production totale (en tonnes)	329	151,7	220,5	108	1 471,3	809	-45,0%
Aluminium (en tonnes)	128,3	76	132,4	54,7	627,4	391,4	-37,6%
Plomb (en tonnes)	98,7	24,7	45,1	0	298,6	168,5	-43,6%
Cuivre (en tonne)	77	51	25,5	53	470,8	206,5	-56,1%
Bronze (en tonnes)	25	0	17,5	0	74,5	42,5	-43,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	270	133	135,7	105,5	1 246,1	645,6	-48,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	7	6,8	6,7	6,6	31,2	27,1	-13,1%
Effectifs (nombre d'agents)	14	14	14	13	17	13	-23,5%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.5. La fabrication de batteries

L'activité de la branche de fabrication de batteries s'est détériorée. La production a baissé de 13% à 1 045 unités contre 1 200 en 2018. Dans le sillage de la production, le chiffre d'affaires s'est replié de 4,9% à 31,7 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de fabrication de batteries

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production de batteries (tonnes)	301	266	220	258	1 200	1 045	-12,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8,10	8,00	6,75	8,87	33,35	31,70	-4,9%
Effectifs	5	5	5	5	5	5	0,0%
Masse salariale	1,70	1,70	1,70	1,70	6,84	6,84	0,0%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.6. L'industrie minière

La transformation de manganèse par le Complexe Métallurgique de Moanda (CMM) a enregistré une baisse d'activité en 2019. En effet, l'unité industrielle a connu de nombreux dysfonctionnements, notamment les problèmes liés aux condensateurs et au four (mars-juillet), en plus des difficultés d'approvisionnement en dolomie et quartz à partir de Lastourville. De ce fait, la production d'alliages de manganèse s'est contractée de 4,3% à 47 763 tonnes.

De même, les volumes de ventes ont reculé de 9,3% à 40 509 tonnes, du fait des problèmes de disponibilité des wagons adaptés pour l'acheminement de la production et du fort ralentissement du marché. Cette contraction des ventes conjuguée à la baisse des prix des alliages de manganèse (-7% pour le ferromanganèse raffiné en Europe), reflétant le ralentissement du marché mondial (en particulier pour l'industrie automobile), a impacté négativement le chiffre d'affaires qui a baissé de 16,6% pour s'établir à 27,2 milliards FCFA.

Néanmoins, il est observé sur la deuxième moitié de l'année, une amélioration du volume de production qui a atteint 14 674 tonnes, en hausse par rapport aux performances des trimestres précédents.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Production (en tonnes)	11 222	8 813	13 341	14 674	49 934	47 763	-4,3%
Silico Manganèse (SiMn)	8 878	6 795	11 116	12 818	41 034	39 607	-3,5%
Manganèse Métal (Mn Métal)	2 344	2 018	2 225	1 856	8 900	8 156	-8,4%
Ventes (en tonnes)	9 066	11 684	9 707	10 052	44 685	40 509	-9,3%
Silico Manganèse (SiMn)	7 205	9 626	8 200	8 367	35 927	33 398	-7,0%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 861	2 058	1 507	1 685	8 758	7 111	-18,8%
Chiffres d'affaires (milliards FCFA)	6 710	5 338	6 410	6 397	32 664	27 229	-16,6%

Sources : Enquête DGEPP

II.9. LE RAFFINAGE

La branche de raffinage du pétrole brut a été marquée par une atonie de son activité avec des volumes traités qui sont passés de 779 951 tonnes métriques en 2018 à 675 471 tonnes métriques, soit une baisse de 13,4%. Cette dernière est consécutive à l'obsolescence de l'outil de production et aux difficultés d'approvisionnement en pétrole brut auprès des principaux fournisseurs. Afin de satisfaire la demande locale, le pays a fait recours aux importations de produits pétroliers raffinés d'un volume de 327 279 tonnes métriques, essentiellement du gasoil.

De plus, la société a dû faire face à la baisse progressive des ventes sur les marchés domestiques et extérieurs, malgré la bonne tenue des ventes de super (+20,9%) et du turbine-fuel (+28,6%).

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global s'est élevé à 219,4 milliards FCFA, en baisse de 9,2%. La masse salariale a progressé de 5% à 10,9% suite à l'augmentation des effectifs de 8,9% (317 agents contre 291 en 2018).

Evolution de l'activité de raffinage

	1T19	2T19	3T19	4T19	Fin décembre		
					2018	2019	Var 19/18
Total du brut traité	128 651	114 689	211 116	212 738	779 951	675 471	-13,4%
Compte propre (tonnes métriques)	128 651	114 689	211 116	212 738	779 951	675 471	-13,4%
Importations de produits pétroliers (TM)	93 999	107 508	50 752	75 020	408 157	327 279	-19,8%
Ventes de Sogara							
Butane (TM)	1 538	1 200	2 085	1 995	8 173	6 817	-16,6%
Super (m ³)	12 277	7 938	16 915	18 777	46 257	55 907	20,9%
Pétrole lampant (m ³)	296	3 174	755	1 659	8 372	5 885	-29,7%
Turbine fuel 1 (m ³)	13 317	9 653	9 806	22 112	42 678	54 888	28,6%
Gasoil moteur (m ³)	42 555	37 066	64 792	65 255	263 999	209 668	-20,6%
Résidu atmosphérique export (TM)	86 864	60 153	120 377	120 559	419 018	387 953	-7,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	43 863	37 539	64 836	73 058	241 877	219 296	-9,3%
Chiffre d'affaires intérieur	22 923	22 767	34 261	40 560	132 924	120 511	-9,3%
Chiffre d'affaires export	20 940	14 772	30 575	32 498	108 953	98 785	-9,3%
Effectif	313	313	318	317	291	317	8,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 701	2 681	2 891	2 641	10 398	10 915	5,0%

Sources : Enquête DGEPP

I.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

La branche énergie et eau a consolidé ses résultats annuels au regard de l'évolution des principaux indicateurs, suite aux travaux d'amélioration de l'outil de production et au renforcement des capacités installées.

II.10.1 L'électricité

La production nette d'électricité a augmenté de 2,1% à 2 382 Gwh en 2019. Cette performance a été atteinte grâce au bon fonctionnement des centrales hydrauliques et thermiques à la suite des travaux de maintenance de l'outil de production, combiné aux achats d'électricité (530,2 Gwh). Ce volume comprend la production propre de la SEEG (185,1 GWh) en hausse de 1,6% et les achats auprès de la société de patrimoine (530,2 Gwh) en hausse de 3,9%.

Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 2,8% à 176,9 milliards FCFA, aidé en cela par une appréciation des prix unitaires aussi bien en moyenne (5,1%) qu'en basse tension (2,5%).

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Production nette (en GWh)	612,2	618,9	559,2	591,9	2 333,0	2 382,2	2,1%
Production nette SEEG	474,5	476,9	443,4	457,3	1 822,5	1 852,1	1,6%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	137,8	142,0	115,8	134,6	510,5	530,2	3,9%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	439,6	440,0	406,1	418,4	1 709,7	1 704,0	-0,3%
Volumes facturés MT hors cession	163,1	154,5	145,4	147,1	614,9	610,0	-0,8%
Volumes facturés BT hors cession	276,5	285,6	260,7	271,3	1 094,7	1 094,0	-0,1%
CA total hors cession (en millions de FCFA)	45 949	45 155	42 225	43 579	172 083	176 908	2,8%
CA MT hors cession	13 855	13 209	12 800	12 944	50 905	52 808	3,7%
CA BT hors cession	32 094	31 946	29 425	30 635	121 178	124 100	2,4%
PRIX MOYEN (en FCFA)							
Prix moyen MT/Kwh en FCFA	87,4	85,6	88,1	88,0	83,0	87,3	5,1%
Prix moyen BT/Kwh en FCFA	116,2	111,9	112,9	112,9	110,7	113,5	2,5%

Sources : Enquête DGEPP

II.10.2. L'eau

La production nette d'eau a augmenté de 1,5%, s'établissant à 118,2 millions de m³ en 2019 contre 116,4 millions de m³ un an auparavant. Sur le plan commercial, le volume des ventes hors cession a faiblement progressé (+0,3%) pour se situer à 61,9 millions m³. De même, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 3,1% à 24,3 milliards de FCFA, conforté par le relèvement du prix moyen de 2,8%.

Evolution de l'activité de la branche eau

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Production nette	29 565	30 500	28 932	29 200	116 454	118 198	1,5%
Ventes hors cession	15 994	16 223	15 285	14 400	61 697	61 902	0,3%
CA hors cession (en millions de FCFA)	6 210	6 322	5 955	5 865	23 629	24 352	3,1%
Prix moyen/m ³ en FCFA	388,3	389,7	389,6	407,2	383,0	393,7	2,8%

Sources : Enquête DGEPP

II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) a renoué avec la croissance en 2019, après plusieurs années de repli. En effet, la production vendue a connu un bond de 52,2% à 97,2 milliards de FCFA sur la période sous-revue. Cette évolution s'explique par la relance de la commande publique (travaux des voiries urbaines, notamment à Libreville, Franceville et Port-Gentil) et des investissements privés (réhabilitation de la voie ferrée et aménagement du nouveau plateau de Comilog).

Au niveau de l'emploi, le recours à la main d'œuvre temporaire (contrats chantiers) a considérablement entraîné la réduction des effectifs (-19,7%) en 2019 pour une masse salariale de 20,2 milliards de FCFA.

Evolution des activités du secteur BTP

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Production vendue	20 038	31 190	22 592	23 392	63 886	97 211	52,2%
Bâtiment, Génie-Civil	16 771	26 846	17 502	18 987	54 405	80 106	47,2%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	3 267	4 343	5 090	4 405	9 481	17 105	80,4%
Masse salariale (en millions FCFA)	3 609	3 710	5 800	7 046	22 380	20 165	-9,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 921	2 019	2 289	2 048	2 551	2 048	-19,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport aérien

Le transport aérien a enregistré des résultats mitigés en 2019. Ainsi, les mouvements commerciaux des avions se sont contractés de 10,9% à 15 311 rotations contre 17 182 vols en 2018, en lien avec la morosité du réseau domestique.

A contrario, le nombre de passagers transportés par voie aérienne a connu une légère augmentation de 0,9%, attribuable au réseau international. Quant au fret aérien, il s'est apprécié de 5,9% grâce au dynamisme de Solenta Aviation au niveau national et à Corex international et Air France qui ont augmenté leur tonnage sur le trafic international.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Mouvements Avions Commerciaux	3 728	3 761	4 051	3 771	17 182	15 311	-10,9%
- Réseau domestique	1 271	1 456	1 374	1 216	7 224	5 317	-26,4%
- Réseau international	2 457	2 305	2 677	2 555	9 958	9 994	0,4%
Passagers	172 932	175 128	240 650	204 795	789 515	793 505	0,5%
- Réseau domestique	36 407	40 247	42 548	39 803	181 937	159 005	-12,6%
- Réseau international	115 318	115 328	167 078	134 118	508 846	531 842	4,5%
- Transit	21 207	19 553	31 024	30 874	98 732	102 658	4,0%
Volume du fret (en tonnes)	2 926	3 117	3 683	3 716	12 628	13 433	6,4%
- Réseau domestique	218	155	96	164	617	633	2,6%
- Réseau international	2 709	2 962	3 586	3 552	12 011	12 800	6,6%

Sources : Enquête DGEPP

II.12.2. Le transport ferroviaire

L'évolution des principaux indicateurs de l'activité ferroviaire fait apparaître une embellie sur l'ensemble de l'année 2019. En effet, le volume global de marchandises acheminées pas rails a progressé de 22,7% pour s'établir à environ 7,2 millions de tonnes contre 5,8 millions de tonnes en 2018. Cette évolution s'explique par le dynamisme de l'activité minière et des industries du bois, notamment les bois débités conteneurisés. Néanmoins, le nombre de passagers transportés a affiché une baisse de 1,9% à 321 920 voyageurs.

En conséquence, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est situé à 78,1 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 67,7 milliards une année auparavant, soit une amélioration de 15,4%.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Nombre de passagers	59 617	73 047	112 178	77 078	328 222	321 920	-1,9%
Volume global des marchandises (en Tonnes)	1 464 625	1 734 317	2 044 468	1 921 642	5 838 238	7 165 052	22,7%
Grumes	114 119	106 715	83 904	73 736	447 248	378 474	-15,4%
Bois débités	5 866	2 908	5 766	3 700	30 360	18 240	-39,9%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	9 500	18 128	24 819	20 314	19 644	72 761	270,4%
Manganèse	1 212 176	1 483 921	1 826 644	1 725 869	4 945 928	6 248 610	26,3%
Produits C2M	21 665	20 092	19 629	15 692	62 727	77 078	22,9%
Produits pétroliers	16 160	17 520	16 669	14 617	59 160	64 966	9,8%
Autres marchandises	85 139	85 033	67 037	67 714	273 171	304 923	11,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 598	19 047	22 376	20 057	67 662	78 078	15,4%

Sources : Enquête DGEPP

II.12.3. Le transport terrestre

Le segment du transport terrestre interurbain a été marqué par une morosité de son activité en 2019. En effet, tous les indicateurs de suivi ont enregistré une chute. En moyenne, le parc automobile a reculé de 47,8%, en lien avec le vieillissement et l'absence de pièces de rechange. En conséquence, les passagers transportés ont vu leur nombre baisser de 10,5% à 2,1 millions de clients contre 2,3 millions de personnes une année plus tôt. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a baissé de 23% à 602 millions FCFA.

Evolution de l'activité de transport terrestre

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Parc automobile	34	36	22	20	46	24	-47,8%
Bus	22	17	19	9	20	11	-45,0%
Taxi	12	19	3	11	26	13	-50,0%
Passagers transportés (milliers de personnes)	193	904	622	403	2 371	2 122	-10,5%
Bus	190	898	622	403	2 347	2 112	-10,0%
Taxi	3	7	0	0	24	10	-58,3%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	42	174	238	149	780	602	-22,8%
Bus	36	159	227	139	714	562	-21,3%
Taxi	6	14	2	4	61	26	-57,4%
Fret	0	0	9	5	6	14	133,3%

Source : Enquête DGEPP

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

A fin décembre 2019, le secteur des télécommunications a consolidé ses performances. En effet, le nombre total d'abonnés au téléphone s'est situé à 3 millions de clients, en hausse de 0,5%, grâce au dynamisme du téléphone filaire (+2,1%). Parallèlement, le nombre d'abonnés à internet haut débit a progressé de 6,5% en glissement annuel.

Le marché des télécommunications du Gabon se caractérise désormais par la connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G. Le taux de pénétration est situé autour de 95%, grâce au déploiement de la fibre optique et les offres promotionnelles des opérateurs. Le chiffre d'affaires a progressé de 8,2% pour atteindre 223 milliards de FCFA en 2019.

Evolution de l'activité des télécommunications

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	56	54	58	56	206	223	8,2%
Nombre d'abonnés au mobile (en milliers)	2 857	3 027	3 020	2 993	2 980	2 993	0,4%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (en milliers)	22	22	22	22	22	22	2,1%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 878	3 049	3 042	3 015	3 001	3 015	0,5%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (en milliers)	1 940	2 042	2 037	2 049	2 236	2 049	-8,4%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	17	18	18	18	17	18	6,5%

Sources : Enquête DGEPP

II.14 LE COMMERCE

II.14.1. Le commerce général structuré

Au terme de l'année 2019, le secteur du commerce général structuré a connu une légère baisse de son activité avec un chiffre d'affaires qui s'est établi à 333,9 milliards de FCFA, en baisse de 1,0%. Ce repli s'explique en partie par les difficultés d'approvisionnement des structures de distribution, notamment en provinces, compte tenu de l'Etat d'une partie du réseau routier.

De même, les canaux de distribution formels subissent la concurrence vigoureuse du secteur informel.

Evolution du commerce général structuré

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	77	82,7	87,7	86,6	337,4	333,9	-1,0%

Sources : Enquête DGEPP

II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

L'activité du négoce de véhicules utilitaires neufs a enregistré de bons résultats. En effet, le nombre de véhicules vendus a progressé de 11,5% à 2 799 unités. Cette embellie est due à la reprise des commandes de l'Etat, du secteur minier et de quelques opérateurs privés.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Nombre d'unités vendues	700	675	677	747	2 511	2 799	11,5%

Sources : Enquête DGEPP

- **Véhicules industriels**

Le commerce des véhicules industriels s'est caractérisé par un raffermissement du chiffre d'affaires de 17,6% à fin décembre 2019 pour un montant de 27,4 milliards FCFA. Cette augmentation est liée aux commandes des secteurs mines, transports et BTP.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	7,4	7,2	8,9	4	23,3	27,4	17,6%

Sources : Enquête DGEPP

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers se sont améliorées de 3,1% à fin décembre 2019, se situant à 654 108 tonnes. Cette performance est liée à la fermeté de la demande des clients industriels en produits pétroliers, combinée à l'ouverture ou à la réhabilitation des stations-services à travers le territoire. On relève une amélioration de la disponibilité des produits dans certaines régions, grâce à l'augmentation des capacités de stockage, en dépit les difficultés d'acheminement.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Volumes vendus (en tonnes métriques)	156 256	157 271	171 270	169 311	634 236	654 108	3,1%
<i>dont Gasoil</i>	112 802	113 562	120 575	119 623	449 953	466 562	3,7%
<i>Supercarburant</i>	19 478	19 952	20 331	21 148	79 658	80 909	1,6%
<i>Kérosène</i>	6 762	6 224	10 478	10 249	29 954	33 713	12,6%

Sources : Enquête DGEPP

II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 60,7 milliards de FCFA en 2019 contre 61,1 milliards l'année précédente, soit un léger repli de 0,7%, résultant essentiellement de la renégociation à la baisse par la CNAMGS du pourcentage de prise en charge de ses assurés, ainsi que de la nouvelle réglementation de changes qui a causé des retards dans la livraison des produits aux pharmacies.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,26	14,54	14,51	16,41	61,13	60,71	-0,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.15. LES AUTRES SERVICES

II.15.1. Les services rendus aux entreprises

Au 31 décembre 2019, l'activité de la branche des services rendus aux entreprises s'est appréciée de 3,6%, pour un chiffre d'affaires de 23,5 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une stratégie de fidélisation de la clientèle et à l'obtention de nouveaux contrats de prestations dans un contexte de reprise de l'économie globale.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	6,99	6,24	4,58	5,78	22,77	23,59	3,6%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.2. Les services rendus aux particuliers

Le chiffre d'affaires de la branche des services rendus aux particuliers s'est amélioré de 1,3% à 43,7 milliards de FCFA à fin décembre 2019, en raison du développement de nouveaux produits et de la mise en place des actions promotionnelles par les maisons de jeux et loisirs.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 018	2 019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 658	10 993	10 809	11 253	43 140	43 714	1,3%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.3. Les services immobiliers

L'observé conjoncturel à fin décembre 2019 fait ressortir une morosité de l'activité des services immobiliers. En effet, le chiffre d'affaires a chuté de 42,2% à 3,76 milliards FCFA, en raison du manque de financement de nombreux projets et de la baisse du volume des transactions locatives.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	552	493	578	2 143	6 515	3 766	-42,2%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.4. Les services de réparation mécanique

Le chiffre d'affaires des services de mécanique générale s'est amélioré de 1,3% à 14,4 milliards de FCFA, en liaison avec la bonne tenue des commandes en pièces de rechange.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2019				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 683	3 475	3 677	3 609	14 265	14 444	1,3%

Sources : Enquête DGEPP

II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

L'activité du secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme a enregistré une évolution globalement mitigée au cours de l'année 2019. On note en effet la bonne tenue de la branche de la restauration collective et de la sous branche événementielle, qui explique la hausse de 4,8% du chiffre d'affaires à 43 milliards de FCFA.

Parallèlement, la branche de l'hôtellerie a enregistré des contreperformances du fait de la baisse du flux touristique et du manque d'événements d'envergure, se traduisant par une baisse de 5,4% du nombre de chambres occupées et une perte de près de 2 points du taux d'occupation.

Enfin, le relèvement du prix moyen/chambre à 5,4% s'explique essentiellement par la tarification appliquée par certaines grandes structures ayant bénéficié d'évènements de dimension internationale.

Evolution de l'activité hôtelière

	1T19	2T19	3T19	4T19	Douze mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 630	4 264	4797	5308	41 051	43 003	4,8%
Hébergement	2821	2707	2903	3282	12 614	11 713	-7,2%
Restauration	1351	1306	1612	1738	5 856	6 008	2,6%
Autres	458	250	282	288	1 274	1 279	0,4%
Restauration collective					21 306	24 002	12,7
Chambres occupées (en nombre)	33 212	33 805	35 370	41 760	152 439	144 146	-5,4%
Taux d'occupation (en %)	36,06	42,61	31,00	39,00	41,79	40,00	-1,79 pt
Prix moyen/chambre (FCFA)	77 901	83 844	77 649	87 635	72 241	76 170	5,4%

Sources : Enquête DGEPP

II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Au 31 décembre 2019, les performances du secteur bancaire ont été mitigées. En effet, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 2,4% à 2 492,1 milliards de FCFA contre 2 433,8 milliards un an plus tôt. Les dépôts de la clientèle se sont consolidés de 1,6% à 2 105,6 milliards de FCFA). En revanche, les crédits bruts sont en déclin de 4,3 % par rapport à leur niveau de fin décembre 2018.

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 134,4% au 31 décembre 2018 à 140% en décembre 2019. Les créances en souffrance ont baissé de 45% pour s'établir à 159,5 milliards de FCFA à fin décembre 2019, traduisant une amélioration de la qualité du portefeuille.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	2018/2019
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 857,9	2 071,9	2 105,6	1,6%
Crédits bruts	1 633,2	1 695,4	1 621,8	-4,3%
Créances en souffrance	208,5	289,8	159,5	-45,0%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	135,3	153,3	117,9	-23,1%
CREDITS NETS	1 497,9	1 542,1	1 503,8	-2,5%
CAPITAUX PERMANENTS	285,4	319,6	370,8	16,0%
VALEURS IMMOBILISEES	180,0	191,2	241,1	26,1%
AUTRES POSTES NETS	52,9	42,3	15,7	-62,9%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	518,3	700,6	747,1	6,6%
TOTAL DU BILAN	2 196,2	2 433,8	2 492,1	2,4%

Sources : COBAC

II.17.1 Les opérations bancaires

II.17.1.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont progressé de 1,6% à 2 105,6 milliards de FCFA en 2019, tirées par les hausses simultanées des comptes à vue et des autres comptes.

Les ressources à vue se sont renforcées de 13,1% à 1 437,7 milliards de FCFA, sous l'effet des augmentations conjuguées des dépôts des entreprises publiques (+52,4%), des dépôts des non-résidents (+42,9%) et des dépôts non ventilés. Les ressources à vue ont représenté 68,3% du total des dépôts contre 61,4% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 532,3 milliards de FCFA en fin décembre 2019 contre 693,8 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 23,3%. Ces ressources ont représenté 25,3% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	2018/2019
Comptes à vue	1 108,3	1 271,7	1 437,7	13,1%
Comptes à terme	640,8	672,7	510,7	-24,1%
Comptes de dépôts à régime spécial	18,8	21,1	21,6	2,4%
Autres comptes	78,2	90,2	126,8	40,6%
Dettes rattachées	11,8	16,2	8,8	-45,7%
TOTAL DES DEPOTS	1 857,9	2 071,9	2 105,6	1,6%

Sources : COBAC

L'analyse par type de déposants montre respectivement sur la période d'analyse, une baisse conjointe des dépôts publics de 16,9%, à 85,7 milliards de FCFA et des dépôts privés de 2,1%

à 1 707,9 milliards de FCFA. En revanche, les dépôts des non-résidents se renforcent de 42,9%.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	2018/2019
Dépôts publics	177,4	103,1	85,7	-16,9%
Dépôts des entreprises publiques	22,5	71,2	108,5	52,4%
Dépôts privés	1 547,0	1 743,7	1 707,9	-2,1%
Dépôts des non-résidents	21	47,5	67,9	42,9%
Dépôts non ventilés	90,0	106,4	135,6	27,4%
TOTAL DES DEPOTS	1 857,9	2 071,9	2 105,6	1,6%

Sources : COBAC

II.17.1.2 Les crédits distribués

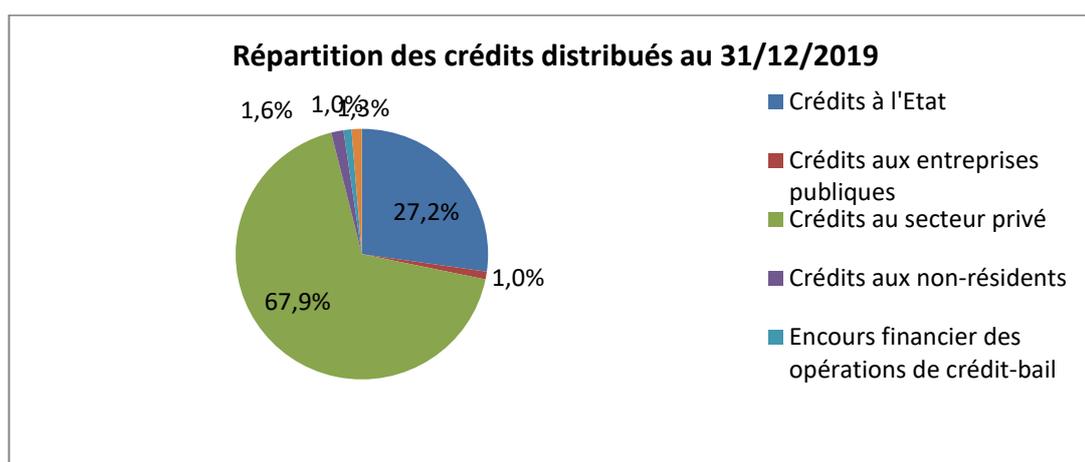
A fin décembre 2019, les crédits bruts distribués ont régressé de 4,3% à 1 621,8 milliards de FCFA contre 1 695,4 milliards un an auparavant, impactés essentiellement par la baisse des crédits accordés à l'Etat et au secteur privé.

En effet, les crédits octroyés à l'Etat ont baissé de 10,1% à 441,7 milliards de FCFA à la fin du quatrième trimestre 2019. Ceux-ci ont représenté 27,2% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé et aux non-résidents ont connu des baisses respectives de 1,2% à 1 100,4 milliards de FCFA et de 35,4% à 25,6 milliards de FCFA en décembre 2019. Les crédits octroyés au secteur privé ont représenté 67,9% du total des crédits contre 65,7% en décembre 2018.

Les crédits consentis aux entreprises publiques, qui ont représenté 1% du total des crédits bruts, ont progressé de 16,4% à 16,3 milliards de FCFA à la fin de décembre 2019 contre 14 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 16,5 milliards de FCFA en décembre 2019 contre 15,8 milliards un an plus tôt.



Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	2018/2019
Crédits à l'Etat	461,5	491,2	441,7	-10,1%
Crédits aux entreprises publiques	28,2	14,0	16,3	16,4%
Crédits au secteur privé	1 051,6	1 113,8	1 100,4	-1,2%
Crédits aux non-résidents	58,9	39,6	25,6	-35,4%
Encours financier des opérations de crédit-bail	11,0	15,8	16,5	4,4%
Autres créances	22,0	21,0	21,3	1,4%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 633,2	1 695,4	1 621,8	-4,3%

Sources : COBAC

II.18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

Le secteur de la microfinance a enregistré des résultats satisfaisants à fin décembre 2019. L'analyse concerne neuf (9) établissements de micro finance. En revanche, cinq nouveaux établissements ne procèdent pas encore au reporting trimestriel SESAME.

II.18.1 La configuration du secteur

A fin décembre 2019, le secteur compte 19 établissements de micro finance (EMF) agréés en activité, comme en 2018. On dénombre six (6) coopératives d'épargne et de crédit et treize (13) sociétés anonymes. Cette répartition confirme la prédominance sur le marché des sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

A la faveur du démarrage des activités des nouvelles structures agréées, il est dénombré onze (11) agences et points de vente supplémentaires. Toutefois, les activités restent majoritairement concentrées dans les grands centres urbains (Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem).

Structure du secteur

Indicateurs	Décembre 2018	Décembre 2019	Variation en %
Nombre d'EMF	14	19	35,7
Nombre d'agences	69	78	16

Sources : EMF/Cellule Microfinance

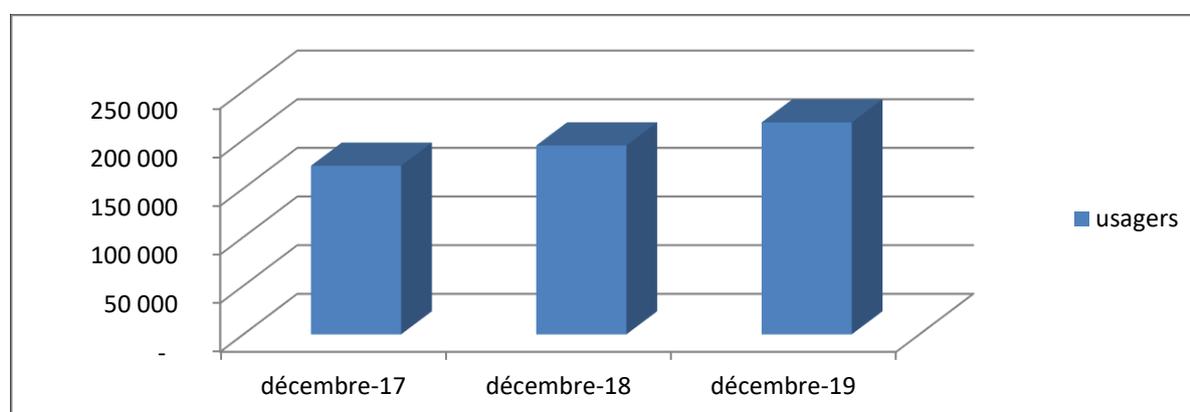
II.18.2. La clientèle des EMF

L'ouverture de nouvelles agences et le lancement des activités des cinq structures créées se sont traduits par l'augmentation du portefeuille client. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 12,2% de sa clientèle qui est passée de 194 802 à 217 885 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers.

Evolution des usagers et des effectifs

	décembre 2018	décembre 2019	Variation en %
Usagers	194 196	217 885	12,19
Effectifs	602	568	-5,64

Source : EMF/Cellule Microfinance



II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière

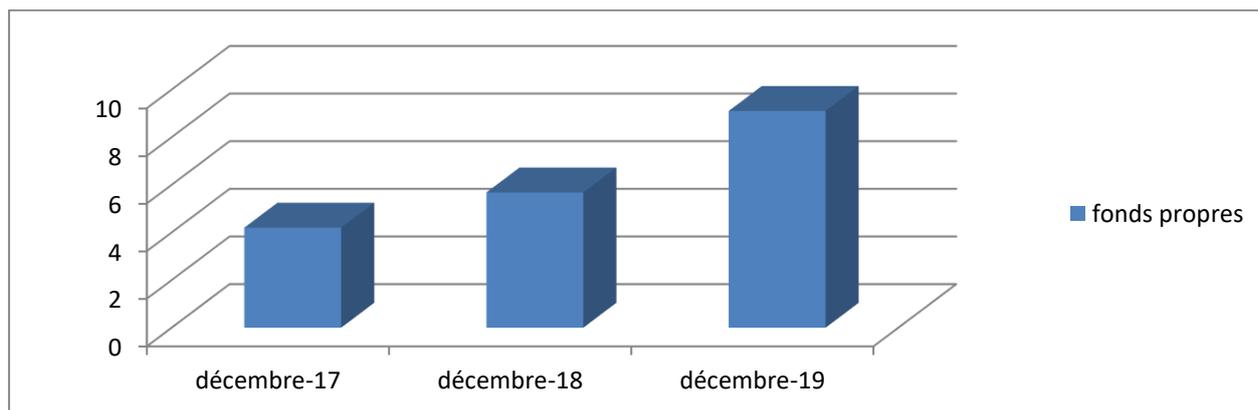
Les fonds propres

Les fonds propres des EMF, établis à 9,1 milliards de FCFA, ont augmenté de 59,6%, suite au renforcement par certains EMF de leur capital social, tel qu'exigé par la réglementation.

Evolution des ressources et des emplois (en milliards de FCFA) :

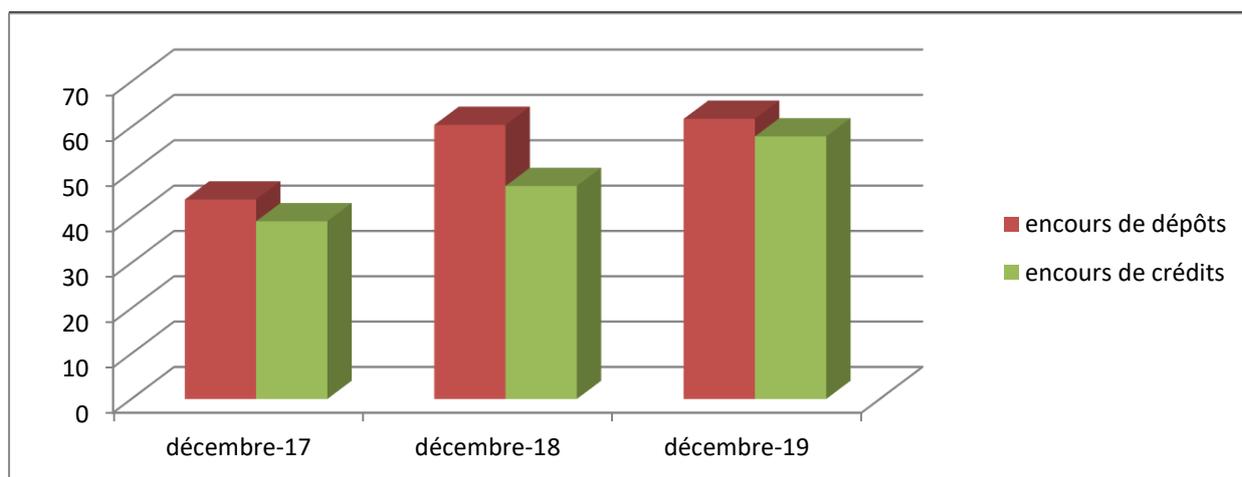
	décembre 2018	décembre 2019	Variation en %
Fonds propres	5,68	9,1	59,6
Encours de dépôts	60,43	61,77	2,2
Encours de crédits	46,97	57,9	23,3

Source : EMF/Cellule Microfinance



II.18.4. Les activités d'intermédiation financière

Les dépôts collectés auprès de la clientèle se sont élevés à 61,77 milliards de FCFA, en hausse de 2,2% contre 60,43 milliards de FCFA, un an plus tôt. Cette dynamique résulte principalement du relèvement du taux de bancarisation des populations. L'analyse par terme des ressources des EMF met en relief la prépondérance des dépôts à vue, soit 75% de l'encours total.



Les crédits à la clientèle ont augmenté de 23,3% pour s'établir à 57,9 milliards de FCFA. En effet, la disponibilité de la liquidité et la hausse des demandes de crédit par les TPE pour des besoins d'exploitation expliquent entre autres cette évolution.

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

Le marché du pôle assurance connaît un regain d'activité marqué par une reprise progressive, après un ralentissement au cours des trois dernières années. Ainsi, le chiffre d'affaires global a augmenté de 7,1% à 99,77 milliards de FCFA au quatrième trimestre en 2019 contre 93,16 milliards à la même période en 2018. Ce dynamisme est soutenu par la branche Non Vie, principale apporteur d'activité.

Sur la période sous revue, les groupes OGAR, SAHAM et la société ASSINCO ont consolidé leur position dominante sur le marché pour représenter 62% des parts, en termes de chiffre d'affaires.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur des Assurances au quatrième trimestre 2018 et 2019

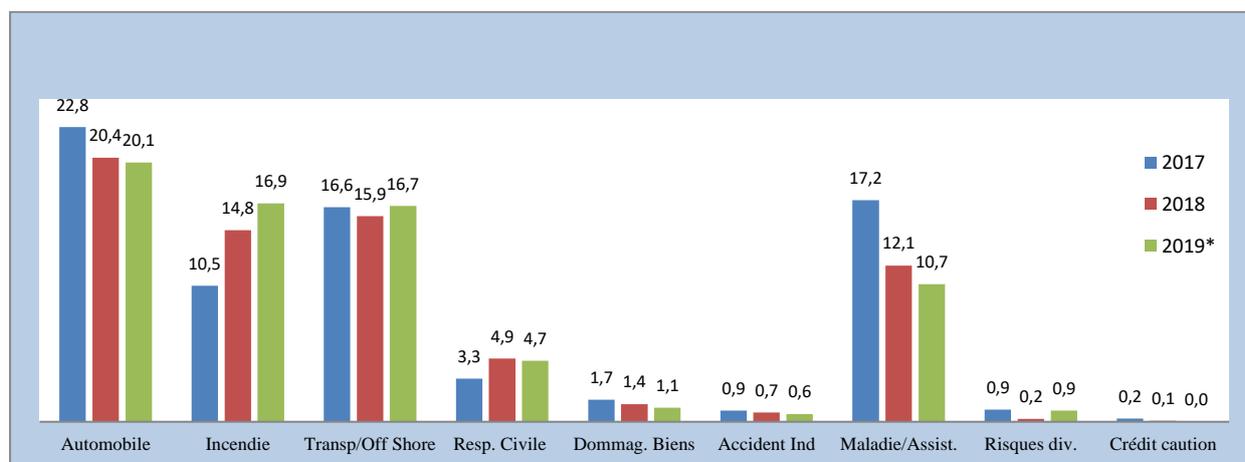
Branches (en milliards de FCFA)	2017	2018	2019*	2019/2018	Répartition du C.A par branche en 2019
Non Vie	74,90	72,81	79,39	9,04%	80%
Vie	22,62	20,34	20,38	0,20%	20%
Total	97,52	93,16	99,77	7,10%	100%

Sources : les Sociétés d'assurances

II.19.1. La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Non Vie (ou assurance dommages) s'est raffermi de 9,0% à 79,39 milliards de FCFA à la faveur de la reprise de la demande en produits dommages, principalement « l'Incendie » (+14,0% à 16,9 milliards) et « Total Transports/Offshore » (+5,0% à 16,7 milliards). Cette branche a généré 80% de l'encours des primes du secteur.

Evolution des cotisations par segment aux 4ème Trimestre 2018 et 2019 (en milliards de FCFA)



II.19.2. La Branche Vie et Capitalisation

La collecte des primes pour le compte de la branche Vie a enregistré une légère hausse (0,20%) à 20,38 milliards de FCFA consécutive aux opérations d'assurance « Décès » (+4,50% à 6,3 milliards). Toutefois, cette légère embellie masque les opérations de résiliation et/ou de rachats sur leurs contrats d'épargne effectuées par certains assurés en vue de faire face à des besoins de trésorerie.

Evolution des cotisations par segment aux 4^{ème} Trimestres 2018 et 2019 (en milliards de FCFA)



II.19.2.1. Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total de rémunération des intermédiaires d'assurances est en hausse de 32,4% à 13,73 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 10,37 milliards à la même période en 2018, sous l'effet de l'accroissement du nombre d'affaires apportées.

II.19.2.2. Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés, en diminution de 18%, s'établit à 34,4 milliards de FCFA contre 41,95 milliards à la même période en 2018, en raison principalement de la baisse de la charge des sinistres de la branche Vie (-18,8%). A contrario, la branche Non Vie, qui représente 71% des sinistres réglés du secteur, a enregistré une hausse de 2,7% à 43,10 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

II.19.2.3. La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE)

L'activité a été marquée par une baisse de 23,6% à 4,09 milliards de FCFA en 2019 contre 5,35 milliards en 2018. Toutefois, une reprise de l'activité est attendue sur le plan commercial. L'année 2019 a enregistré une forte sinistralité sur le plan aussi bien national qu'international. Il s'agit de trois sinistres très importants de l'assuré « Comilog-Setrag » et un sinistre pétrolier important dans la sous-région « SONARA » en Côte d'Ivoire.

Evolution de l'activité SCG-RE

En milliards de FCFA	2018	2019*	19/18
Chiffre d'affaires	5,35	4,09	-23,6%
Primes cession légale (Gabon)	7,74	8,07	4,3%
Prime facultatives	5,35	4,09	-23,6%
Commissions payées	2,01	2,18	8,5%
Sinistres réglés	3,93	5,88	49,6%
Charges de sinistres	4,2	6,36	51,4%
Primes acquises aux rétrocessionnaires	5,96	5,37	-10%
Commissions reçues des rétrocessionnaires	0,82	0,94	14,6%
Sinistres à charge des rétrocessionnaires	1,19	4,15	-
Fonds propres	8,97	8,95	-0,2%
Investissements physiques	0,26	0	-
Résultat Net	0,01	1,18	-
Placements Financiers (uniquement au Gabon)	15,04	13,31	-11,5%
Total Effectifs (nbre)	26	27	3,4%
Masse salariale	0,75	0,65	-13,3%

Source : SCG-RE ; *2019 = Estimations SCG-RE

II.20 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Les établissements financiers ont pour principales activités *le crédit à la consommation, le crédit-bail, crédit d'investissement et le crédit à longue durée.*

II.20.1 Les ressources

Au 31 décembre 2019, les ressources des établissements financiers sont en retrait de 7,8% à 35,6 milliards de FCFA. Cette situation résulte essentiellement de la baisse continue des capitaux propres (-22,3% à 10,7 milliards de FCFA) consécutive au fort ralentissement de cette activité au cours des trois dernières années.

Evolution des ressources au quatrième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	4 ^{er} trimestre 2018	4 ^{er} trimestre 2019	Var 2019/2018
Capitaux propres	13,8	10,7	-22,3%
Dettes bancaires	24,75	24,84	0,4%
Ressources	38,6	35,6	-7,8%

Source : établissements financiers

II.20.2. Les emplois

L'analyse par maturité des crédits dégage une évolution contrastée. Les crédits à court terme se consolident de 79,9% et concerne beaucoup plus les crédits à la consommation. A l'inverse

les crédits à moyen terme et le crédit-bail ont baissé respectivement de 37,1% et 0,6%. Cette évolution est imputable en grande partie à la faiblesse des projets d'investissement privés consécutif à la lenteur de la reprise de la conjoncture économique.

Evolution des emplois au quatrième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	4 ^{er} trimestre 2018	4 ^{er} trimestre 2019	Var 2019/2018
Crédits à court terme	1,9	3,3	79,9%
Crédits à moyen terme	4,4	2,8	-37,1%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	18,2	18,1	-0,6%
Total	24,4	24,2	-1,0%

Source : établissements financiers

II.20.2.1 Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers ont très peu investi avec un effort plafonné à 0,10 milliards de FCFA contre 0,13 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit une baisse de 23,1%.

En outre, des efforts de recouvrement des créances impayées sont observés. En effet, au cours de la période sous revue, les créances impayées ont fléchi de 23,8% à 4 milliards de FCFA, consécutivement aux astreintes imposées aux créanciers.

Evolution des emplois au quatrième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	4 ^{er} trimestre 2018	4 ^{er} trimestre 2019	Var 2019/2018
Investissements	0,13	0,10	-23,1%
Titre de participation	0,3	0,3	-
Créances impayées	5,2	4,0	-23,8%

Source : établissements financiers

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU QUATRIEME TRIMESTRE 2019

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

L'année 2019 a été marquée par une **atténuation des pressions inflationnistes**. En effet, le **taux d'inflation**, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressorti à **2,0% contre 4,8% en 2018, soit une baisse de 2,8 points**. En décembre 2019, les prix à la consommation ont augmenté de 1,0% en glissement annuel.

Cette maîtrise de l'inflation résulte du faible accroissement des prix de certains postes par rapport à l'année précédente : Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,9% contre +3,7%), Logement, électricité (+2,6% contre +4,3%), Transports (+2,2% contre +7,9%), Enseignement (+17,6% contre +28,3%) et Communications (+3,5% contre 15,8%).

Le maintien des mesures de lutte contre la vie chère et la mise en place d'une nouvelle mercuriale ont permis d'atténuer la hausse des prix des produits alimentaires. Toutefois, certains postes de dépenses ont connu une hausse plus importante, en raison du relèvement de leurs cours au niveau international (selon l'indice FAO¹) et de la faiblesse de l'offre sur le marché. Il s'agit principalement des prix des *Légumes et Tubercules* (+11,6%), *Lait, Fromage et Œufs* (+1,8%) et *Pains et Céréales* (+0,9%).

Les facteurs ayant contribué à l'accroissement des prix de la fonction « Logement, eau, gaz et électricité » sont, entre autres, la hausse des prix de l'électricité, le relèvement des prix des matériaux de construction et du gaz domestique (+3,6% à 5950 FCFA la bouteille).

La progression des prix des transports provient, quant à elle, essentiellement de la hausse des prix du carburant (+4,0% à 670,8 FCFA, le litre d'essence et +7,9% à 645 FCFA, le litre de gazole).

L'augmentation des prix des Communications et de l'Enseignement est tributaire de l'accroissement des coûts d'acquisition du matériel de communication et des frais d'inscription dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire.

En revanche, l'évolution négative des prix des postes Santé (-0,9%), Meubles et Articles de ménages (-0,1%) et Restaurants et hôtels (-2,2%) a également contribué à tirer le niveau de l'inflation vers le bas.

Ainsi, l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques) de 2019 a ralenti de 2,8 points de croissance à 2,1%. Elle s'est établie à 0,5% en glissement mensuel. En conséquence, par rapport à 2018, le taux d'inflation est passé en dessous de la norme communautaire de 3%.

¹ L'indice FAO portant sur les produits alimentaires a progressé de 1,8% pour l'année 2019.

Evolution de l'Indice Harmonisé du Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestrielle (en%)					Janvier-Décembre				Glissement mensuel (%)
		2018	2019				Indice moyen		Variation (%)		
		T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	2018	2019	
INDICE GLOBAL	10000	6,4	4,7	2	1	0,6	139,9	142,7	4,8	2,0	1,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	7,2	5,6	1,8	0,1	0,3	143,9	146,6	3,7	1,9	1,4
<i>Pains et céréales</i>	673	11,5	9,4	3,4	-4,1	-4,4	135,9	137,1	5,8	0,9	-4,3
<i>Viandes</i>	720	-0,9	-0,2	-3,9	-3,7	-1,6	129,9	126,8	-2,2	-2,4	-1,7
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	2,8	0,9	-2,8	-2,2	-3	192,7	189,2	2,6	-1,8	-0,6
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	-0,9	0,3	2,1	2,7	1,9	128,9	131,2	1,3	1,8	1,7
<i>Huiles et graisses</i>	183	-1,9	-0,1	-5,9	-6,8	-4,3	132	126,4	0,2	-4,3	-4
<i>Légumes et tubercules</i>	534	21,3	19,8	10,9	8,9	8	157,3	175,6	8,6	11,6	11,2
Boissons alcoolisées et tabac	185	1,4	0,9	0,7	2,3	1,8	127	128,7	1,1	1,4	1,5
Articles d'habillement et chaussures	794	2,9	1,4	2,7	3,7	3,2	140,2	144,1	1,8	2,8	3,1
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	5,3	5	2,7	1,7	1,1	146,1	149,9	4,3	2,6	1,1
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	4,1	2	-0,7	-0,8	-0,7	128,3	128,3	4	-0,1	-0,6
Santé	357	5,5	5,9	-1,9	-3,4	-3,7	106,1	105,2	4,9	-0,9	-3,8
Transports	990	8,5	5,1	1,8	0,4	1,6	160,6	164,2	7,9	2,2	2,3
Communications	355	20,0	10,6	5,2	0,1	-1,2	71,4	74	15,8	3,5	-1,2
Loisirs et cultures	503	5,0	0,5	0,5	0,8	1,3	128,5	129,6	5,9	0,8	1,3
Enseignement	170	25,0	24,3	25	25,1	0,3	161,9	190,4	28,3	17,6	0,3
Restaurants et hôtels	466	4,7	2,4	-3,4	-4	-3,5	135	132	3,9	-2,2	-3
Biens et services divers	275	1,2	0,3	0,2	0,3	0	149,9	150,2	1,9	0,2	0
<i>Inflation sous-jacente</i>		<i>5,5</i>	<i>4,1</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>0,5</i>	<i>134,0</i>	<i>136,8</i>	<i>4,8</i>	<i>2,1</i>	<i>0,5</i>

Sources : DGS/DGEPPF

III.2 L'EMPLOI PUBLIC

A fin décembre 2019, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 1,0% pour s'établir à 99 405 agents comparativement à la même période en 2018. Cette diminution des effectifs est observée aussi bien au niveau de la main-d'œuvre non permanente (-1,1%) que de celui de la fonction publique (-1,0%).

Cette tendance baissière des effectifs résulte de la politique gouvernementale visant la réduction des agents de la fonction publique initiée en 2017. Cette stratégie consiste principalement à geler les recrutements et à procéder à la mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge.

Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales)

Effectifs du public	2018		2019			Fin décembre		
	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	19/18
Fonction publique	85 610	82 771	89 913	89 209	84 783	85 610	84 783	-1,0%
MONP	14 791	14 339	14 388	14 494	14 622	14 791	14 622	-1,1%
Total *	100 401	97 110	104 301	103 703	99 405	100 401	99 405	-1,0%

Source : DGBFIP (*hors collectivités locales)

III.2.1 L'évolution des effectifs par département

Au quatrième trimestre 2019, les effectifs de la fonction publique ont baissé de 1% par rapport à l'année dernière. On observe une diminution des effectifs dans plusieurs Administrations : Pouvoirs publics (-5,8%), Administration des Transports (-6,2%), Administration de Développement (-6,4%), Administration Economique (-2,9%), Administration Sociale (-3,6%).

A l'inverse, l'Administration Centrale et l'Administration de l'Education enregistrent une augmentation de leurs effectifs de +8,9% et +0,9% respectivement.

Evolution de l'emploi par département

Effectifs du public	2018		2019			Fin décembre		19/18
	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	
Pouvoirs publics	23 818	22 429	24 364	24 174	22 431	23 818	22 431	-5,8%
Adm. Centrale	13 941	13 623	14 798	14 683	15 186	13 941	15 186	8,9%
Adm. Economique	7 257	7 059	7 668	7 608	7 047	7 257	7 047	-2,9%
Adm. de Développement	3 747	3 514	3 817	3 787	3 506	3 747	3 506	-6,4%
Adm. des Transports	1 105	1 040	1 130	1 121	1 036	1 105	1 036	-6,2%
Adm. de l'Education	24 455	24 054	26 130	25 925	24 678	24 455	24 678	0,9%
Adm. Sociale	11 259	10 981	11 929	11 835	10 849	11 259	10 849	-3,6%
Autres	28	71	77	77	50	28	50	78,6%
Total	85 610	82 771	89 913	89 210	84 783	85 610	84 783	-1,0%

Source : DGBFIP

III.2.2 Emploi de la Main d'œuvre Non Permanente

A fin décembre 2019, la baisse de 1,1% des effectifs de la MONP s'explique notamment par la mesure de non-remplacement des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

III.3 LES SALAIRES

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) a baissé de 1,7% pour s'établir à 688,9 milliards de FCFA à fin 2019. Ce fléchissement découle essentiellement de la baisse de la Solde Permanente (-2,4%), en dépit du relèvement de celle de la Main d'Œuvre Non Permanente (+3,1%).

Evolution de la masse salariale du secteur public (hors collectivités locales)

En milliards de FCFA	2018	2019				Fin décembre		19/18
	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	
Solde Permanente	157,7	156,4	158,5	158,9	152,7	642,2	626,5	-2,4%
MONP	9,5	8,3	15,4	8,0	13,6	44,0	45,3	3,1%
Autres	4,6	3,4	4,0	4,5	5,1	14,8	17,1	15,2%
Traitements et salaires	167,2	168,1	178,0	171,4	171,4	701,0	688,9	-1,7%

Sources : DGBFIP, DGEPPF,

III.3.1. La solde permanente par administration

Au terme de l'année 2019, à l'exception de l'Administration Générale, la masse salariale de l'ensemble des départements a enregistré une diminution de 2,4%. Celle-ci provient essentiellement des Administrations du Transport (-9,5%), de Développement (-8,5%), des Pouvoirs Publics (-6,3%), du Social (-4,3%) et Economique (-4,1%).

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	Fin Décembre		Poids 2019	19/18
	2 018	2 019		
Pouvoirs Publics	177,2	166,0	26,5%	-6,3%
Administration Générale	100,4	106,2	17,0%	5,8%
Administration Economique	51,1	49,0	7,8%	-4,1%
Administration du Développement	27,2	24,9	4,0%	-8,5%
Administration des Transports	7,4	6,7	1,1%	-9,5%
Administration de l'Education	197,7	195,9	31,3%	-0,9%
Administration Sociale	80,8	77,3	12,3%	-4,3%
Autres	0,4	0,5	0,1%	25,0%
TOTAL	642,2	626,5	100,0%	-2,4%

Sources : DGBFIP

III.3.2. La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

A fin décembre 2019, en dépit du repli des effectifs de cette catégorie d'agents publics (-1,1%), la masse salariale a progressé de 3,1% pour se situer à 45,3 milliards de Fcfa.

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

L'année 2019 a été marquée par un fléchissement de 9,6% du solde commercial à 1 679,6 milliards de FCFA. Ce résultat est lié à la forte hausse des importations (+15,7%) alors que les exportations en valeurs ne progressent que très faiblement (+0,6%).

C'est sur les deux derniers trimestres que les performances du commerce extérieur se sont le plus détériorées, en lien avec le ralentissement des ventes en volume de pétrole et la forte baisse des prix du minerai de manganèse.

Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2017	2018	2019	
	T4	T1	T2	T3	T4				
Exportations totales (1)	869,8	637,6	1 037,40	785,7	665,1	2 579,2	3 107,6	3 125,9	0,6%
Importation totales (2)	340,3	343,7	368,3	348,6	385,7	1 349,6	1 250,1	1 446,3	15,7%
Solde commercial [(1)-(2)]	529,5	293,9	669,1	437,1	279,5	1 229,6	1 857,5	1 679,6	-9,6%
Importations mondiales (3)						205 470,9	205 143,7	216 486,7	5,5%
Part de marché [(1)/(3)]						1,3%	1,5%	1,4%	-

Source : DGEPP/DGDDI/OMC

III.4.1. L'évolution des exportations en valeur

Les exportations en valeur ont faiblement évolué par rapport à 2018. Elles ont évolué de 0,6% à 3 125,9 milliards de FCFA en 2019 contre 3 107,6 milliards de FCFA en 2018. La tendance observée est liée à la bonne tenue des ventes hors pétrole (+14,2%), malgré le repli des exportations de pétrole (-3,2%).

En 2019, les exportations sont restées concentrées sur trois (3) produits : le pétrole brut, le minerai de manganèse et les bois sciés et ouvrages.

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2017	2018	2019	
	T4	T1	T2	T3	T4				
Exportations de pétrole brut	704,19	487,1	839,7	579,5	451,3	1 985,3	2 434,8	2 357,5	-3,2%
Exportations hors pétrole dont:	165,6	150,5	197,7	206,3	213,8	593,9	672,8	768,4	14,2%
Bois sciés et ouvrages	88,4	78,5	83,5	104,2	91,2	283,1	308,2	355	15,2%
Minerais de Manganèse	38,7	34,3	40,3	59,4	58,3	110,9	134,7	192,2	42,7%
Produits dérivés du pétrole	20,1	16,8	36,7	21,1	46,7	112,1	120,3	121,3	0,8%
Ferro-silico-manganèse	7,4	5	6,3	5,8	3,5	11,3	24,3	20,6	-15,3%
Caoutchoucs naturels	2,4	1,9	0,7	3,2	2	14,1	10,3	7,9	-24,1%
Or sous forme brute	0,2	0,1	0,5	1,5	0,5	6,4	2	2,7	34,0%
Huile de palme	0,2	0,8	-	-	0	2,3	2	0,8	-61,1%
Poissons et produits de la pêche	0,2	0,3	0	0,1	0,4	2,6	1,2	0,8	-33,3%
Autres	8,3	12,7	29,7	11,1	11,2	51,1	69,7	67,1	-3,8%
Exportations totales du Gabon (1)	869,8	637,6	1 037,4	785,7	665,1	2579	3 107,6	3 125,9	0,6%
PIB (2)						8669	9368,9	9770,1	-
Effort à l'exportation du Gabon [(1)/(2)]						29,75%	33,17%	32,0%	-

Source : DGEPP / DGDDI

- *Les exportations de pétrole*

En plus du ralentissement de l'économie mondiale, les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ont exercé une pression à la baisse des prix du pétrole. Ainsi, les exportations, qui ont représenté 74,4% des ventes et 24,2% du PIB, se sont contractées de 3,2% à 2 357,5 milliards de FCFA en 2019.

La situation observée démontre la forte dépendance de la composante extérieure de l'économie à la dynamique des cours du pétrole.

- *Les exportations hors pétrole*

Évaluées à 768,4 milliards de FCFA, elles ont augmenté de 14,2% en 2019. Une ventilation par produits révèle que cette tendance est portée principalement par les ventes de bois sciés et ouvrages (+ 15,2%) ainsi que les minerais de manganèse (+42,7%), malgré la baisse des exportations des autres produits tels que le ferro-silico- manganèse (-15,3%), le caoutchouc (-24,1%) et l'huile de palme (-61,1%).

La hausse des exportations de bois sciés s'explique par l'amélioration de la demande extérieure, principalement celle de la Chine (+1,8%) et de l'Inde (+73,4%).

Concernant les minerais de manganèse, le volume exporté a fortement progressé (+23,3%), malgré la diminution des prix du minerai sur le marché international (-6% à 205,8 dollars la tonne). La Chine et la Norvège demeurent les principaux clients en 2019.

En raison du reflux des commandes de la Belgique, principal acheteur de silico manganèse, les ventes de ce produit ont chuté de 43,4% à 13,4 milliards de FCFA. En outre, le repli des exportations d'huiles de palme sont liées à la baisse de la demande du Cameroun et de la mévente en direction de l'Espagne. La hausse des prix de ce produit, de 2,2% à 705 dollars la tonne, n'a pas compensé la baisse enregistrée en volume.

III.4.2. L'évolution des importations en valeur

Les importations se sont accrues de 15,7% à 1 446,3 milliards de FCFA en 2019. Dans ce contexte, le taux de pénétration des biens, en provenance de l'extérieur, a augmenté de 1,3 point à 17,9%. Les achats de biens de consommation et d'équipement dominent toujours les achats gabonais et ont représenté respectivement 31,6% et 36,8% du total des importations du pays en 2019, tandis que les biens intermédiaires représentaient 21,6% et les biens énergétiques 10%.

L'accroissement de la facture de biens d'équipement et intermédiaires s'explique notamment par le renforcement des achats des biens liés aux activités des BTP et des entreprises pétrolières, dans un contexte de reprise de l'activité économique.

Ensuite, le relèvement des achats des biens de consommation finale est lié à l'augmentation de la facture des produits alimentaires notamment les viandes et abats comestibles (+2,3%). Cette évolution s'explique, entre autres, par la hausse des cours internationaux des produits alimentaires (selon l'indice FAO) et l'augmentation de la demande locale.

Enfin, l'évolution des importations d'énergie (8,9%) se justifie par la nécessité de satisfaire la demande locale et de compenser le déficit de production de la raffinerie Sogara. Cette hausse a concerné principalement le gazole, les huiles et lubrifiants automobiles et industriels.

Evolution des importations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2017	2018	2019	
	T4	T1	T2	T3	T4				
Biens de consommation finale dont :	114	120,4	146,7	132,1	135	477,7	439,6	456,9	3,9%
<i>Produits alimentaires</i>	80,3	90,5	70	73,6	78,3	327,4	303,3	312,4	3,0%
<i>Boissons</i>	4,5	3,6	3,6	3,4	3,7	17,3	16	14,2	-11,0%
Biens d'équipement	114,2	118,6	102,4	107,8	126,2	510,3	381,6	532,5	39,6%
Biens intermédiaires	83,2	72,6	75,3	84,8	79,9	297,1	296,6	312,7	5,4%
Energie (pétrole et gaz)	29	32	43,9	23,8	44,6	64,5	132,4	144,3	8,9%
Importations totales	340,3	343,7	368,3	348,6	385,7	1 349,6	1 250,1	1 446,3	15,7%
Taux de pénétration						18,1%	16,6%	17,9%	-

Sources : DGEPP / DGDDI

III.5 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

Les échanges entre le Gabon et ses partenaires extérieurs ont enregistré une hausse de 4,9% à fin décembre 2019, suite principalement aux commandes de la Chine et la France.

Ainsi, sans discontinuité durant les six dernières années, la Chine, demeure le premier partenaire du Gabon, avec un volume d'échanges estimé à 2137,5 milliards de FCFA en 2019. Elle est suivie de la France (410,5 milliards FCFA), la Belgique (229,5 milliards de FCA) et de Singapour (144,1 milliards de FCFA).

Evolution des échanges (exportations et importations)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2018	2019	Poids	
	T4	T1	T2	T3	T4				
Chine	400,9	519,4	580	540,4	497,7	1 131,8	2 137,5	46,8%	88,9%
France	110,5	91,1	106,1	108,2	105,1	399,1	410,5	9,0%	2,9%
Belgique	8,2	48,8	49,4	61	70,4	192,2	229,5	5,0%	19,4%
Singapour	57,6	4,5	43,4	43,2	52,9	63,1	144,1	3,2%	128,4%
Pays Bas	65,2	21,6	41,6	49,1	28,4	200	140,8	3,1%	-29,6%
Italie	62,4	36	34	33,7	23,6	76,6	127,3	2,8%	66,1%
Total global	1 186,4	981,3	1 405,8	1 134,4	1 050,8	4 357,7	4 572,2	100,0%	4,9%

Sources : DGEPP / DGDDI

III.5.1 Les principaux clients

□ Par pays

A fin décembre 2019, les ventes du Gabon vers ses dix premiers clients ont enregistré une légère hausse de 0,6% pour s'établir à 3125,9 milliards de FCFA. Cette variation est portée essentiellement par la demande de la Chine (1984,9 milliards de FCFA), de Singapour (124,0 milliards de FCFA), de la Corée du sud (111,8 milliards de FCFA) et des Pays Bas (108,4 milliards de FCFA), en liaison avec les ventes du pétrole brut, du manganèse et du bois sciés et ouvrages.

Les relations bilatérales entre le Gabon et la Chine ont produit un solde commercial excédentaire de 1832,3 milliards FCFA, lié à l'augmentation des commandes de pétrole, de manganèse, de bois sciés et ouvrages.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2018	2019	Poids	
	T4	T1	T2	T3	T4				
Chine	363,6	473,7	542,6	511,9	456,8	1 016,2	1 984,9	63,5%	95,3%
Singapour	1,7	0,1	39,8	38,9	45,2	49,7	124	4,0%	149,5%
Corée du Sud (République)	57,6	0,7	110,8	0,1	0,2	123,5	111,8	3,6%	-9,5%
Pays Bas	60,3	16	24,7	43,6	24	176,7	108,4	3,5%	-38,7%
Italie	47,2	31,9	28,9	26	15,5	53,1	102,3	3,3%	92,7%
Belgique	-	13,1	13,1	20,3	25,1	61,9	71,6	2,3%	15,7%
Australie	0,9	0	70,2	0	0	158,9	70,3	2,3%	-55,8%
Grande Bretagne	25,4	2,5	0,2	60,9	1,1	125,6	64,7	2,1%	-48,5%
Inde	13,8	17,5	18,2	17	8,7	256,4	61,4	2,0%	-76,1%
France	44,3	10,3	17,4	13,4	18,3	69,5	59,4	2,0%	-14,5%
Exportations des 10 Premiers clients	614,9	565,9	865,9	732,2	594,7	2 091,50	2 758,70	88,3%	31,9%
Autres	238,3	71,7	171,5	53,6	70,4	1 016,1	367,2	11,8%	-63,9%
Total export	853,2	637,6	1 037,4	785,7	665,1	3 107,6	3 125,9	100,0%	0,6%
Poids des 10 premiers clients	72,07%	88,8%	83,5%	93,2%	89,4%	67,3%	88,3%		

Sources : DGEPP/DGDDI

□ Par continent

Au niveau géographique, le continent asiatique (avec 77,6% des parts) se positionne au premier rang, devant l'Europe (16,0%), l'Amérique (2,3%) et l'Océanie (2,3%).

La place de l'Asie se justifie par une importante contribution des commandes de la Chine, de Singapour, de la Corée du Sud, de l'Inde et de la Malaisie, liée aux ventes de pétrole, de manganèse et de bois sciés et ouvrages.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2018	2019	Poids	
	T4	T1	T2	T3	T4				
AFRIQUE	53	9,1	22,8	12,3	14,7	91,8	58,8	1,9%	-36,0%
<i>dont CEMAC</i>	1,8	3,1	2,1	3	1,9	15,4	10,1	17,2%	-34,6%
AMERIQUE	116,2	4,5	50,3	9,8	6,8	381,1	71,4	2,3%	-81,3%
ASIE	458,7	503,6	789	585,2	547,4	1 870,20	2 425,20	77,6%	29,7%
EUROPE	178	120,4	104,9	178,3	96,3	605	499,9	16,0%	-17,4%
<i>dont U.E</i>	170,8	112,2	97,6	170,3	88,1	579,6	468,2	93,7%	-19,2%
OCEANIE	47,3	0	70,4	0,1	0,1	159,4	70,6	2,3%	-55,7%
Total	853,2	637,6	1 037,40	785,7	665,1	3 107,60	3 125,90	100,0%	0,6%

Sources : DGEPP/DGDDI

III.5.2 Les principaux fournisseurs

□ Par pays

A fin décembre 2019, les achats du Gabon en provenance de ses dix (10) premiers partenaires ont progressé de 21,2%, pour se situer à 1003,4 milliards de FCFA. Cette évolution provient essentiellement des livraisons de la France (351,1 milliards de FCFA), la Belgique (157,9 milliards de FCFA), la Chine (152,6 milliards FCFA) et du Togo (106,7 milliards de FCFA), consécutives aux commandes des produits sidérurgiques, de consommations non alimentaires, d'outillages, de machines et d'appareils mécaniques. Le solde commercial avec la France reste déficitaire de 291,7 milliards de FCFA.

Evolution des importations gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2018	2019	Poids	
	T4	T1	T2	T3	T4				
France	89,1	80,7	88,7	94,8	86,9	329,6	351,1	24,3%	6,5%
Belgique	43,3	35,6	36,2	40,7	45,3	130,2	157,9	10,9%	21,2%
Chine	37,3	45,7	37,5	28,5	40,9	115,5	152,6	10,6%	32,1%
Togo	16,5	23,1	35	14,7	33,8	87,7	106,7	7,4%	21,7%
Etats Unis	11,8	16	17,9	20,7	19,7	54,4	74,3	5,1%	36,7%
Turquie	4,4	11,2	9	7,8	7,1	14,8	35,2	2,4%	137,2%
Afrique du Sud	6,5	8,4	13,7	6,7	4,8	19,7	33,5	2,3%	70,4%
Pays Bas	6,9	5,6	16,9	5,5	4,5	23,3	32,4	2,2%	39,0%
Inde	4,9	9,5	8	6,6	6	29,3	30,1	2,1%	2,5%
Emirats Arabes Unis	4,4	7,3	7,5	7,2	7,6	23,2	29,6	2,0%	27,7%
Importations des 10 premiers fournisseurs	225,2	243,2	270,4	233,1	256,7	827,7	1 003,4	69,4%	21,2%
Autres	108,1	100,5	97,9	115,5	129,0	422,4	443	30,6%	4,9%
Total Import	333,3	343,7	368,3	348,6	385,7	1 250,10	1 446,3	100,0%	15,7%
Poids des 10 premiers fournisseurs	67,6%	70,7%	73,4%	66,9%	66,6%	66,2%	69,4%		

Sources : DGEPP / DGDDI

□ Par continent

A fin décembre 2019, l'Europe demeure le principal fournisseur du Gabon avec 48,9% des parts, suivie de l'Asie (23,6% des parts), l'Afrique (18,2% des parts) et de l'Amérique (9,2% des parts).

La position de l'Europe est consolidée par les achats en provenance de la France, la Belgique, la Turquie et les Pays - Bas. Par contre, les achats du Gabon en provenance des autres pays de l'Afrique viennent principalement du Togo, de l'Afrique du sud, du Cameroun et du Maroc.

Evolution des importations par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			19/18
	2018	2019				2018	2019	Poids	
	T4	T1	T2	T3	T4				
AFRIQUE	51,4	55,3	74,1	52,1	81,6	226,8	263,2	18,2%	16,0%
<i>dont CEMAC</i>	9,2	8,1	11,3	10,1	24,9	52,4	54,5	3,8%	3,9%
AMERIQUE	31,1	28,6	32,3	37,4	34,6	125,5	132,8	9,2%	5,8%
ASIE	78,1	98,2	80,3	75,8	87,3	275,6	341,7	23,6%	24,0%
EUROPE	172,4	161,2	181,1	182,7	181,8	620,1	706,8	48,9%	14,0%
<i>dont U.E</i>	163,4	144,8	167,1	171,9	169	584,8	652,8	45,1%	11,6%
OCEANIE	0,3	0,5	0,5	0,7	0,3	2,1	2	0,1%	-7,6%
Total	333,3	343,7	368,3	348,6	385,7	1 250,1	1 446,3	100,0%	15,7%

Sources : DGEPP / DGDDI

III.6 LA DETTE PUBLIQUE

Au terme de l'année 2019, l'exécution de la dette publique indique une hausse globale de toutes les composantes (règlements, tirages sur financement et encours) par rapport à 2018.

III.6.1 Le règlement de la dette

A fin décembre 2019, le règlement de la dette s'est élevé à 793,3 milliards de FCFA. Il est en hausse de 19,8% par rapport à la même période en 2018. Ces efforts de paiement ont été observés sur la dette extérieure (+23,6%), représentant 58,6% des règlements de la période à 465,1 milliards de FCFA, et sur la dette intérieure (+14,7%).

Le règlement de la dette extérieure a concerné la dette commerciale (172,5 milliards de Fcfa), multilatérale (145,1 milliards de FCFA), du marché financier international (84,0 milliards de FCFA) et bilatérale (63,5 milliards de FCFA).

S'agissant des règlements de la dette intérieure, l'augmentation résulte des efforts de paiement de la dette bancaire (+55,3%), des divers (+52,2%) et du marché financier régional (+24%).

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Décembre			19/18
	2019				2018	2019	Poids	
	T1	T2	T3	T4				
Dette extérieure	116,9	266,2	143	92,8	376,2	465,1	58,6%	23,6%
Multilatérale	19,4	73,8	43,6	29,6	53,6	145,1	18,3%	170,7%
Bilatérale	20,4	35,8	18,7	1	66,9	63,5	8,0%	-5,1%
Commerciale	77,1	114,5	80,7	20,3	174,9	172,5	21,7%	-1,4%
Marché financier International	-	42,1	0	41,9	80,8	84	10,6%	4,0%
Dette intérieure	26,6	118	98,2	75,3	286,1	328,3	41,4%	14,7%
Bancaire	24,8	52,4	42,7	8,8	79	122,7	15,5%	55,3%
Moratoires		2	-	20	90,6	60	7,6%	-33,8%
Divers	-	20	2	5	4,6	7	0,9%	52,2%
Marché financier Régional	1,8	43,6	53,5	41,5	111,8	138,6	17,5%	24,0%
Total	143,6	384,2	241,2	168	662,3	793,3	100,0%	19,8%

Sources : DGEPP/DGD

III.6.2. L'évolution des tirages sur financement

De janvier à décembre 2019, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs évalués à 682,0 milliards de FCFA. En hausse de 14,1% par rapport à la même période en 2018, ce montant est tiré par les décaissements intérieurs, nonobstant la baisse des financements extérieurs.

Comme en 2018, l'Etat n'a sollicité que le marché financier régional à hauteur de 272,8 milliards de FCFA en 2019, qui représentait 40% de l'enveloppe globale.

Sur le plan extérieur, le repli observé porte sur la quasi-totalité des composantes dont : les tirages multilatéraux (-13,1% à 277,3 milliards de FCFA) et bilatéraux (-24,8% à 124,3 milliards de FCFA).

Evolution des tirages sur financements

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Décembre			19/18
	2019				2018	2019	Poids	
	T1	T2	T3	T4				
Dette extérieure	67,8	148,9	47,8	135,4	487	409,2	60,0%	-16,0%
Multilatérale	65,6	123,3	46,5	36,8	319,1	277,3	40,7%	-13,1%
Bilatérale	2,2	25,6	1,3	94,6	165,2	124,3	18,2%	-24,8%
Commerciale				4	2,7	7,6	1,1%	181,5%
Marché financier International	-							
Dette intérieure	-	23,5	41,1	58,7	110,7	272,8	40,0%	146,4%
Bancaire								
Marché financier Régional		23,5	41,1	58,7	110,7	272,8	40,0%	146,4%
Total	67,8	172,4	88,9	194,1	597,7	682	100,0%	14,1%

Sources : DGEPP/DGD

III.6.3 Le stock de la dette publique

En 2019, l'encours de la dette a enregistré une hausse (+1,6%) pour se situer à 5 346,5 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la hausse du stock de la dette extérieure (+3,5%), malgré la baisse de l'encours intérieur de 3,0%.

L'augmentation du stock de la dette extérieure est liée à l'accroissement de l'encours de la dette multilatérale (+15,2%) à fin décembre 2019. La baisse de la dette intérieure, quant à elle, provient du repli de toutes les composantes excepté le marché financier régional (+39,4%).

En somme, le portefeuille de la dette publique se décompose comme suit :

- 72,5% de dette extérieure (contre 68,9% en 2018) ;
- 27,5% de dette intérieure (contre 31,1% en 2018).

Evolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Décembre			19/18
	2019				2018	2019	Poids	
	T1	T2	T3	T4				
Dette extérieure	3763,1	3764,2	3807,1	3875,6	3743,6	3875,6	72,5%	3,5%
Multilatérale	1274,1	1362,7	1384,6	1399,9	1214,8	1399,9	26,2%	15,2%
Bilatérale	808,4	815,5	816,9	872,5	804,6	872,5	16,6%	8,4%
Commerciale	403,3	325,5	304,8	324,8	471,4	324,8	6,2%	-31,1%
Marché financier International	1277,2	1260,5	1300,8	1278,4	1252,8	1278,4	23,9%	2,0%
Dette intérieure	1379,0	1337,7	1300,2	1470,9	1516,1	1470,9	27,5%	-3,0%
Bancaire	754,2	738,7	707,9	686,0	772,4	686,0	12,8%	-11,2%
Moratoires	221,7	210,6	210,6	232,8	340,6	232,8	4,4%	-31,7%
Divers	7,0	5,0	5,0		7			
Marché financier Régional	396,1	383,4	376,7	552,1	396,1	552,1	10,3%	39,4%
Total	5142,0	5102,0	5107,3	5346,5	5259,7	5346,5	100,0%	1,6%

Sources : DGEPP/DGD

III.7 LES FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget au terme des douze mois de l'année 2019 a généré un excédent sur l'ensemble des soldes budgétaires (primaire, base ordonnancements et base caisse).

Pour la troisième année consécutive, le solde primaire a été excédentaire et s'est consolidé de 198,2% à 340,5 milliards de FCFA en 2019 comparativement à l'année précédente. Son embellie résulte de l'accroissement des recettes budgétaires (+20,1%) malgré l'augmentation des dépenses primaires (+7,1%).

Après quatre années de déficit, le solde base ordonnancements, incluant la charge de la dette publique, est devenu excédentaire. Il a enregistré un excédent de 115,6 milliards de FCFA suite essentiellement à l'accroissement des recettes budgétaires nonobstant le renforcement des dépenses budgétaires.

Le solde base caisse a aussi renoué avec l'excédent, après cinq années de déficit. En effet, le solde base caisse a affiché un excédent de 82,8 milliards de FCFA contre un déficit de 126,8 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Le retournement de situation s'est fait dans un contexte d'excédent du solde base ordonnancements et d'efforts entrepris pour diminuer la variation des arriérés.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	2019				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	19/18
Recettes pétrolières	100,3	224,9	208,3	193,7	583,4	727,2	24,6%
Recettes hors pétrole	283,9	343,4	311,5	344,6	1 090,7	1 283,4	17,7%
Recettes totales	384,2	568,2	519,8	538,3	1 674,1	2 010,6	20,1%
Dépenses de fonctionnement	243,6	278,4	292,1	281,3	1 045,1	1 095,3	4,8%
Dépenses d'investissement	11,2	32,0	121,0	117,1	247,7	281,2	13,5%
Autres dépenses	63,7	63,6	58,6	107,7	267,1	293,5	9,9%
Dépenses primaires	318,4	374,0	471,7	506,0	1 559,9	1 670,1	7,1%
Intérêts sur la dette	32,2	78,0	35,6	79,1	225,0	224,9	-0,1%
Dépenses totales	350,6	451,9	507,3	585,1	1 784,9	1 895,0	6,2%
Solde primaire	65,8	194,3	48,2	32,3	114,2	340,5	198,2%
Solde base ordonnancements	33,6	116,3	12,6	-46,8	-110,8	115,6	-204,3%
Variations des arriérés	-49,7	-52,8	48,8	20,9	-15,9	-32,8	106,1%
Solde base caisse	-16,1	63,5	61,4	-25,9	-126,8	82,8	-165,3%

Source : DGCPT

III.7.1. L'exécution des recettes

Au terme des douze mois de l'année, 2 010,6 milliards de FCFA ont été collectés (soit 95,1 % des prévisions annuelles) contre 1 674,1 milliards à la même période en 2018. Cette embellie de 20,1 % est imputable à l'accroissement conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.7.1.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 731,6 milliards de FCFA dans la loi de finances 2019, les recettes pétrolières collectées se sont établies à 727,2 milliards de FCFA. Comparativement à la même période en 2018, les recettes pétrolières ont augmenté de 24,6 % du fait de la hausse de la production pétrolière et de l'appréciation du taux de change dollar/Francs CFA, nonobstant la diminution des cours du baril du pétrole.

Par rapport à l'objectif annuel de chaque catégorie de recettes pétrolières, un dépassement a été enregistré au niveau des transferts SOGARA (+101,3 points) et des impôts sur les sociétés (+7,1 points). Quant à la redevance minière proportionnelle et aux autres recettes pétrolières, elles ont été exécutées respectivement à 99,5 % et 78,4 %.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2019				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	19/18
Impôts sur les sociétés	4,8	67,0	27,1	14,0	86,6	112,9	30,4%
Redevance Minière Proportionnelle	53,5	86,0	90,5	83,1	267,6	313,1	17,0%
Autres	21,7	54,8	65,9	65,5	155,7	207,9	33,5%
Transferts SOGARA	20,2	17,0	24,9	31,2	73,6	93,3	26,7%
Total des recettes pétrolières	100,3	224,9	208,3	193,7	583,4	727,2	24,6%

Source : DGCPT

III.7.1.2. Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 381,9 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les recettes hors pétrole se sont établies à 1 283,4 milliards de FCFA au terme des douze mois de l'année, soit un taux d'exécution de 92,9 %. Leur consolidation (+17,7 %) comparativement à celles collectées à la même période en 2018, résulte des performances réalisées en matière de recouvrement de toutes les catégories de recettes.

Par rapport à l'objectif annuel arrêté pour chaque composante des recettes non pétrolières, il ressort un dépassement au niveau des autres recettes (+121,5 points des prévisions). L'exécution des autres composantes par rapport à la LF 2019 de 100,6 % pour les impôts directs (101,6 % pour l'impôt sur les sociétés et 98,6 % pour l'impôt sur les personnes physiques), 89,2 % pour les recettes des comptes spéciaux, 91,0 % pour les droits de douane et 45,3 % pour les taxes sur biens et services (soit 39,5 % pour la TVA).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2019				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	19/18
Droits de douanes	65,3	63,5	93,0	63,8	254,7	285,5	12,1%
Taxes sur les biens et services	36,0	59,7	29,9	61,0	147,8	186,6	26,2%
<i>dont TVA</i>	<i>23,7</i>	<i>47,4</i>	<i>15,5</i>	<i>45,6</i>	<i>95,4</i>	<i>132,2</i>	<i>38,7%</i>
Impôts directs	119,2	144,7	46,0	101,6	297,8	411,6	38,2%
Autres recettes	47,8	45,5	107,6	99,6	297,0	300,5	1,2%
Total hors comptes spéciaux	268,2	313,4	276,6	326,0	997,4	1 184,2	18,7%
Recettes comptes spéciaux	15,7	29,9	35,0	18,7	93,3	99,3	6,4%
Total de recettes hors pétrole	283,9	343,4	311,5	344,6	1 090,7	1 283,4	17,7%

Source : DGCPT

III.7.2. Les dépenses budgétaires

En 2019, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 6,2 % pour s'établir à 1 895,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 83,7 % des prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), les dépenses budgétaires ont baissé de 7,1% à 1 670,1 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.7.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 206,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 095,3 milliards de FCFA de janvier à décembre 2019, soit un taux de réalisation de 90,8 %. Comparativement à la même période en 2018, elles ont augmenté de 4,8 % suite au renforcement des dépenses en biens et services ainsi que des transferts et interventions, malgré la maîtrise des dépenses de personnel.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 688,9 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 102,4 % de l'objectif annuel. Comparativement à l'année précédente, malgré l'accroissement des autres dépenses de personnel (+2,3 milliards de FCFA) et du traitement de la main d'œuvre non permanente (+1,4 milliard de FCFA), elles ont diminué de 1,7 % du fait de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (-15,7 milliards de FCFA), en lien avec la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant la maîtrise de la masse salariale.

Sur une dotation de 288,5 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 156,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 54,0 %. Ce titre est en hausse de 11,7 % en 2019 comparativement au niveau atteint de janvier à décembre 2018, suite au renforcement des dépenses en autres biens et services (+23,5 milliards de FCFA), nonobstant la diminution des charges en consommation de l'électricité et de l'eau (-7,2 milliards de FCFA) et la stabilité des dépenses relatives à l'utilisation du téléphone et de l'internet.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont, quant à elles, été exécutées à hauteur de 250,4 milliards de FCFA, soit 102,0 % de l'autorisation budgétaire. Elles se sont renforcées de 22,5 % du fait de l'augmentation des autres transferts et interventions (+65,2 milliards de FCFA), nonobstant la baisse des fonds de souveraineté (-9,8 milliards de FCFA) et du soutien des prix des carburants (-9,4 milliards de FCFA).

III.7.3. La charge de la dette

Arrêtées à 255,6 milliards de FCFA dans la loi de finances 2019, les dépenses liées à la charge de la dette publique ont été exécutées à hauteur de 224,9 milliards de FCFA, soit 88,0% de l'enveloppe budgétaire. Comparativement à l'année précédente, elles ont été quasi-stables. Toutefois, 92,2% des prévisions sur les intérêts de la dette intérieure a été réglé contre 85,6% des intérêts sur la dette extérieure.

III.7.4 Les dépenses d'investissement

Au terme des douze mois de l'année, l'exécution des dépenses d'investissement a été en hausse de 13,5% à 281,2 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2018. Cette consolidation résulte du renforcement du financement sur ressources propres (+93,1 milliards de FCFA), malgré le repli des prêts projets (-59,5 milliards de FCFA).

Par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances 2019, les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 75,9%. Ce taux d'exécution est de 93,7% pour les dépenses en capital financées sur ressources propres et de 57,9% pour celles financées sur ressources extérieures.

III.7.5. Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 293,5 milliards de FCFA de janvier à décembre 2019 contre 267,1 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. La hausse de 9,9% de cette catégorie de dépenses s'explique par l'accroissement des dépenses relatives à l'entretien routier, à la CNAMGS et aux comptes spéciaux, atténuée toutefois par le repli des « prêts nets y compris prise de participations » et des dépenses destinées au Fonds Nationale pour le Développement du Sport (FNDS).

Evolution des dépenses budgétaires

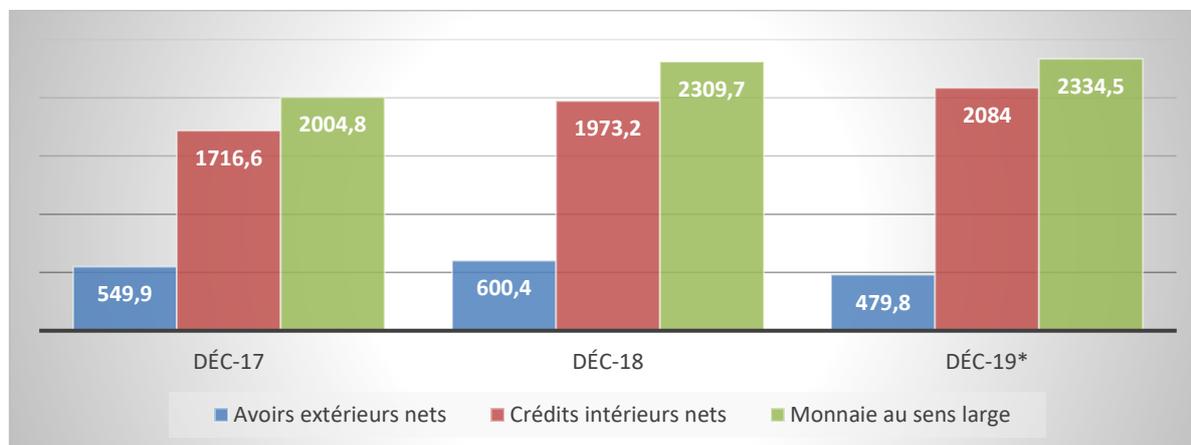
En milliards de FCFA	2019				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2018	2019	19/18
Fonctionnement	243,6	278,4	292,1	281,3	1 045,1	1 095,3	4,8%
Salaires et traitements	168,1	178,0	171,4	171,4	701,0	688,9	-1,7%
Biens et services	29,2	46,8	46,2	33,8	139,6	156,0	11,7%
Transferts et subventions	46,2	53,7	74,4	76,1	204,4	250,4	22,5%
Investissements	11,2	32,0	121,0	117,1	247,7	281,2	13,5%
Ressources propres	8,3	23,2	73,7	69,8	81,9	175,0	113,6%
Finex	2,8	8,8	47,3	47,3	165,8	106,2	-35,9%
Autres dépenses	63,7	63,6	58,6	107,7	267,1	293,5	9,9%
Prêts nets y c prise de participation	17,7	12,1	19,0	25,8	91,0	74,7	-18,0%
FER	1,3	0,0	3,2	7,8	2,9	12,3	329,6%
CNAMGS	2,4	19,7	2,7	19,1	18,0	43,9	143,5%
FNDS	0,0	0,3	1,2	1,9	7,7	3,5	-55,2%
Comptes spéciaux	42,4	31,3	32,5	53,0	147,5	159,2	7,9%
Total dépenses primaires	318,4	374,0	471,7	506,0	1 559,9	1 670,1	7,1%
Intérêts sur la dette	32,2	78,0	35,6	79,1	225,0	224,9	-0,1%
Total dépenses	350,6	451,9	507,3	585,1	1 784,9	1 895,0	6,2%

Source : DGCPT

III.8 LA SITUATION MONÉTAIRE

La situation monétaire large à fin décembre 2019 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (-20,1%), une légère consolidation de la masse monétaire (1,1%) et un affermissement du crédit intérieur net (5,6%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.8.1 les principaux agrégats monétaires

III.8.1.1 La masse monétaire (M2)

Elle serait en légère hausse (1,1%) à 2 334,5 milliards de FCFA à fin décembre 2019, en relation avec la consolidation du crédit intérieur net (+5,6%).

On note en revanche, une évolution contrastée des composantes de la masse monétaire. En effet, les dépôts augmentent de 2,3% à 1968,6 milliards de FCFA) alors que la circulation fiduciaire ralentit de 5% pour s'établir à 365,9 milliards de FCFA.

La quasi-monnaie fléchit de 17,2% à 650,8 milliards de FCFA à fin décembre 2019. La timide reprise de l'activité économique a encouragé les entreprises à relancer les investissements productifs sur la période d'analyse.

III.8.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires composées des emprunts extérieurs à moyen et long terme, des fonds propres du système bancaire, des allocations de DTS et des autres postes nets, se détériorent de 13,1% à 229,3 milliards de FCFA en décembre 2019.

III.8.2. Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires diminuent de 0,4% à 2563,8 milliards de FCFA.

III.8.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 600,4 milliards de FCFA à 479,8 milliards de FCFA en décembre 2019, soit une baisse de 20,1%. Cette situation est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-8%) et des banques primaires (-47,9%) pour s'établir respectivement à 385,1 et 97,4 milliards de FCFA.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Avoirs extérieurs nets	543,2	519,4	469,3	600,4	479,8	-20,1%
Banque centrale	463,3	449,9	329,1	418,6	385,1	-8,0%
Banques primaires	79,9	69,5	140,2	181,8	94,7	-47,9%

Source : Beac

De même, le solde du compte d'opérations s'améliore de 4,5% à 668,9 milliards de FCFA sur la période de référence.

En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 3,5 points pour s'établir à 73,89% à fin décembre 2019.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2019			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Compte d'opérations	653,8	665,5	548,8	640,1	668,9	4,5%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	71,26%	72,19%	70,47%	70,39%	73,89%	+ 3,5pts

Source : Beac

III.8.2.2- Le crédit intérieur

Il s'affermite de 5,6% à 2084,0 milliards de FCFA à fin décembre 2019, tiré par la hausse conjointe des créances nettes sur l'Etat (10,6%) et des crédits à l'économie (2,2%).

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Crédits intérieurs nets	1980,9	1964,5	1958,9	1973,2	2084	5,6%
Créances nettes sur l'Etat	866,3	845,4	785,4	802,7	887,9	10,6%
Créances sur l'économie	1114,6	1119,1	1173,5	1170,5	1196,1	2,2%

Source : Beac

Les créances sur l'économie

A la faveur de la politique de relance économique menée depuis trois (3) ans par le Gouvernement, les crédits à l'économie se consolident de 2,2% à 1196,1 milliards de FCFA. Cette évolution serait liée aux concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 93% du total des crédits.

Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec la politique des finances publiques, la situation nette débitrice de l'Etat se situerait à 887,9 milliards de FCFA en décembre 2019 contre 802,7 milliards de FCFA un an

plus tôt. Même si elle reste encore positive (10,6%), il est à noter des efforts de remboursement de la dette de l'Etat vis à vis du système bancaire. Ainsi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se situe à 952,0 milliards de FCFA (contre 1083,9 milliards de FCFA, prévisions LFI 2020) en 2019.

III.8.3 La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

IV.8.3.1 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 18 décembre 2019 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention. Toutefois, l'Institut d'émission a annoncé, pour début 2020, la suppression du taux de pénalité aux banques (8,30%).

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,50%
Taux Créiteur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	8,30%

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

Facilité marginale de prêt	6%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

Au terme de l'année 2019, l'économie gabonaise a confirmé son retour progressif vers des niveaux de croissance globale relativement robuste. On note la consolidation des performances des secteurs porteurs qui avaient permis au pays d'éviter la récession au plus fort de la crise, notamment les activités exportatrices (bois, mine, agriculture de rente...). Néanmoins, la forte contribution du secteur pétrole dans l'expansion globale en 2019 révèle la fragilité de ces performances. En effet, avec une croissance hors pétrole qui plafonne à 2,2%, l'économie gabonaise reste très vulnérable face aux chocs du secteur pétrolier, qu'ils portent sur la production ou sur les prix.

Comme cela est apparu sur les dernières semaines de l'année 2019, à ce risque traditionnel lié aux variations du pétrole, s'est ajouté d'autres défis majeurs, induits notamment par la crise sanitaire née en Chine, avec des conséquences graves à la fois sur l'offre et sur la demande mondiale.

Ces évènements confirment la nécessité pour le Gabon d'accélérer la transformation structurelle de son économie en vue de la rendre plus résiliente. Il s'agit notamment de chercher à moins dépendre de l'offre et de la demande extérieure.

Concernant l'offre extérieure, le pays doit chercher à doper la production locale dans les secteurs vitaux comme l'agriculture et la pêche, pour lesquels le pays a de nombreux atouts. Ces efforts sectoriels devront s'accompagner d'une accélération des investissements, quel que soit le mode de financement, dans les infrastructures routières et énergétiques.

En ce qui concerne la demande extérieure, les risques de fluctuation qui s'annoncent pour l'année 2020, montrent qu'il faut travailler à diversifier davantage les destinations de nos produits, de manière à déconcentrer nos ventes et être moins sensible aux conjonctures de certains pays ou de certaines régions.

ANNEXES

Trimestre	déc-17	déc-18	déc-19*
	<i>en milliards de FCFA</i>		
Avoirs extérieurs nets	549,9	600,4	479,8
Banque centrale	307,3	418,6	385,1
Banques commerciales	242,6	181,8	94,7
Crédits intérieurs nets	1716,6	1973,2	2084
Créances nettes sur l'Etat	596	802,7	887,9
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	662,6	842,8	952
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-66,6	-40,1	-64,2
Créances sur le reste de l'économie	1120,6	1170,5	1196,1
Ressources = Contreparties	2266,5	2573,6	2563,8
Monnaie au sens large	2004,8	2309,7	2334,5
Circulation fiduciaire	329	385,2	365,9
Dépôts	1675,8	1924,5	1968,6
<i>dont Quasi monnaie</i>	696,8	785,7	650,8
Ressources extra-monétaires	261,7	263,9	229,3
	<i>Variation annuelle en %</i>		
Avoirs extérieurs nets	23,10%	9,20%	-20,10%
Crédits intérieurs nets	-2,60%	14,90%	5,60%
Créances nettes sur l'Etat	1,10%	34,70%	10,60%
Créances sur le reste de l'économie	-4,40%	4,50%	2,20%
Ressources = Contreparties	2,60%	13,50%	-0,40%
Masse monétaire	-3,70%	15,20%	1,10%
Circulation fiduciaire	-8,10%	17,10%	-5,00%
Dépôts	-2,70%	14,80%	2,30%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Raphael MBA N'NANG

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)**Directeur :**

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Etudes

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE